

## Faire voter dans les quartiers marginalisés :

### les stratégies française, espagnole et britannique à l'épreuve.

#### Abstract :

*Les pays d'Europe de l'ouest font face à un déclin de la participation électorale. Cette tendance est encore plus visible dans les quartiers marginalisés, dont les habitants cumulent les handicaps socio-culturels qui les éloignent de la participation politique. Depuis les vagues d'émeutes récentes survenues en France (2005, 2007 et 2008), en Grande Bretagne (2005, 2011) et en Espagne (2007), de nombreux acteurs nationaux et locaux ont tenté d'améliorer la qualité de la démocratie en faisant augmenter le nombre de votants. Nous tenterons d'expliquer ces différentes stratégies, en discutant leur capacité à remplir les objectifs qu'elles identifient comme le moyen de parvenir à ramener à la participation les citoyens désillusionnés.*

*Nous montrerons plus spécifiquement comment ces politiques de remobilisation ont été développées, quelles sont les considérations qui leur sont sous-jacentes, et discuterons de leur impact sur la participation politique des individus ciblés. En utilisant des données d'enquête par sondage et d'observation ethnographique, nous étudierons plus particulièrement la relation entre la conception des stratégies de remobilisation à l'échelle nationale avec les contextes sociaux spécifiques des quartiers marginalisés. En étudiant des quartiers de Madrid, Paris et Birmingham, nous montrerons comment ces réformes introduisent souvent de véritables dilemmes pour la définition de la participation.*

#### Introduction

Depuis une dizaine d'années, les débats sur la qualité de la démocratie, et les politiques publiques permettant de l'améliorer se sont considérablement développés, dans le monde académique et plus largement dans le débat public. Ainsi, des controverses importantes ont opposés les spécialistes de la participation électorale sur la question de la mise en place du vote obligatoire. Arendt Lijphart<sup>1</sup>, indiquait dans son discours lors du congrès annuel de l'APSA en 1996, que cette procédure constituait une « extension naturelle » de du suffrage universel, permettant de rendre plus réel un projet collectif encore inachevé. A contrario, Mark Franklin<sup>2</sup> voit dans l'usage du vote obligatoire une manière de faire l'impasse sur les enjeux réels qui sont soulevés par l'abstention, le retrait de la participation démocratique et la montée de la défiance politique.

Dans le même temps, les chercheurs se sont également divisés sur leur conceptualisation des tendances de fond à l'œuvre dans l'évolution des démocraties. Ainsi, en s'appuyant sur les formes nouvelles de l'engagement politique, et notamment sur le développement des pratiques protestataires, Pippa Norris<sup>3</sup> considère que la démocratie peut renaître, tel un phœnix, de ses cendres. Colin Crouch<sup>4</sup>, en étudiant le fonctionnement des institutions et des politiques publiques, indique pour sa part, que les sociétés occidentales sont en train de basculer vers un régime de post-démocratie, en raison des exigences de réactivités nouvelles qui pèsent sur les Etats dans la mondialisation et ne permettent plus le recours aux pratiques représentatives traditionnelles.

Dans les quartiers marginalisés des grandes villes d'Europe, la survenue de protestations

<sup>1</sup> Arend Lijphart, Unequal Participation: Democracy's Unresolved Dilemma; The American Political Science Review, Vol. 91, No. 1 (Mar., 1997), pp. 1-14

<sup>2</sup> Mark N. Franklin. Electoral Engineering and Cross-National Turnout Differences: What Role for Compulsory Voting? British Journal of Political Science, Vol. 29, No. 1 (Jan., 1999), pp. 205-216

<sup>3</sup> Pippa Norris *Democratic Phoenix: reinventing political activism*. Cambridge University Press, 2002.

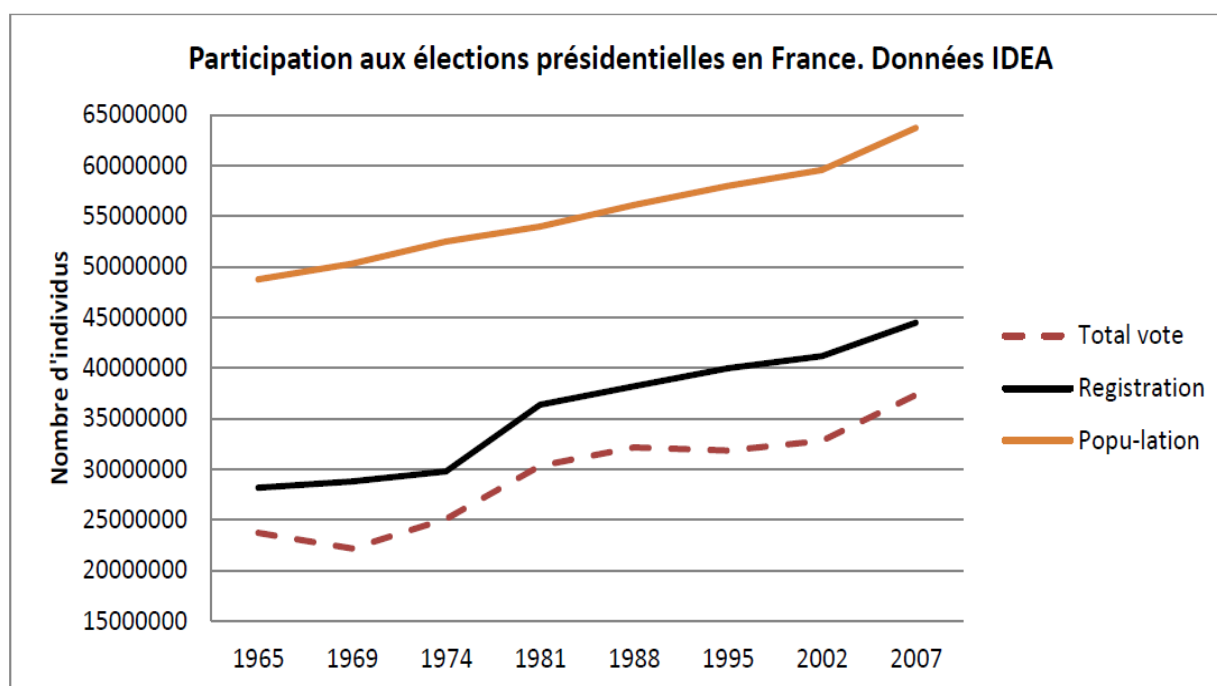
<sup>4</sup> Colin Crouch *Post-democracy*. Polity, 2004.

Colin Crouch *Social change in Western Europe*. Oxford University Press, 2000.

violentes collectives, souvent qualifiées d'émeutes, au cours de 10 dernières années, ont réintroduit de façon particulière les débats sur le rapport entre violence et démocratie. Ainsi, face à la montée de ces contestations, les responsables politiques locaux et nationaux sont en quête de légitimité, et de nouvelles formes d'encadrement permettant l'expression institutionnalisées des demandes politiques et sociales d'une population qui serait largement retirée de la participation électorale. Nous assistons donc à une certaine tentative de « conversion civique » des émeutes, via l'encouragement à la participation électorale. Nous étudierons d'abord les évolutions de long terme de la participation électorale en France, en Angleterre et en Espagne, avant de présenter les différentes stratégies de mobilisation et de remobilisation des citoyens dans ces trois pays. Enfin nous discuterons de la portée effective de ces différentes stratégies, en prenant plus particulièrement en compte les ambiguïtés du rapport normatif à la démocratie qui apparaissent en filigrane dans les objectifs des pouvoirs publics locaux et nationaux.

### Le déclin global de la participation électorale dans les démocraties occidentales.

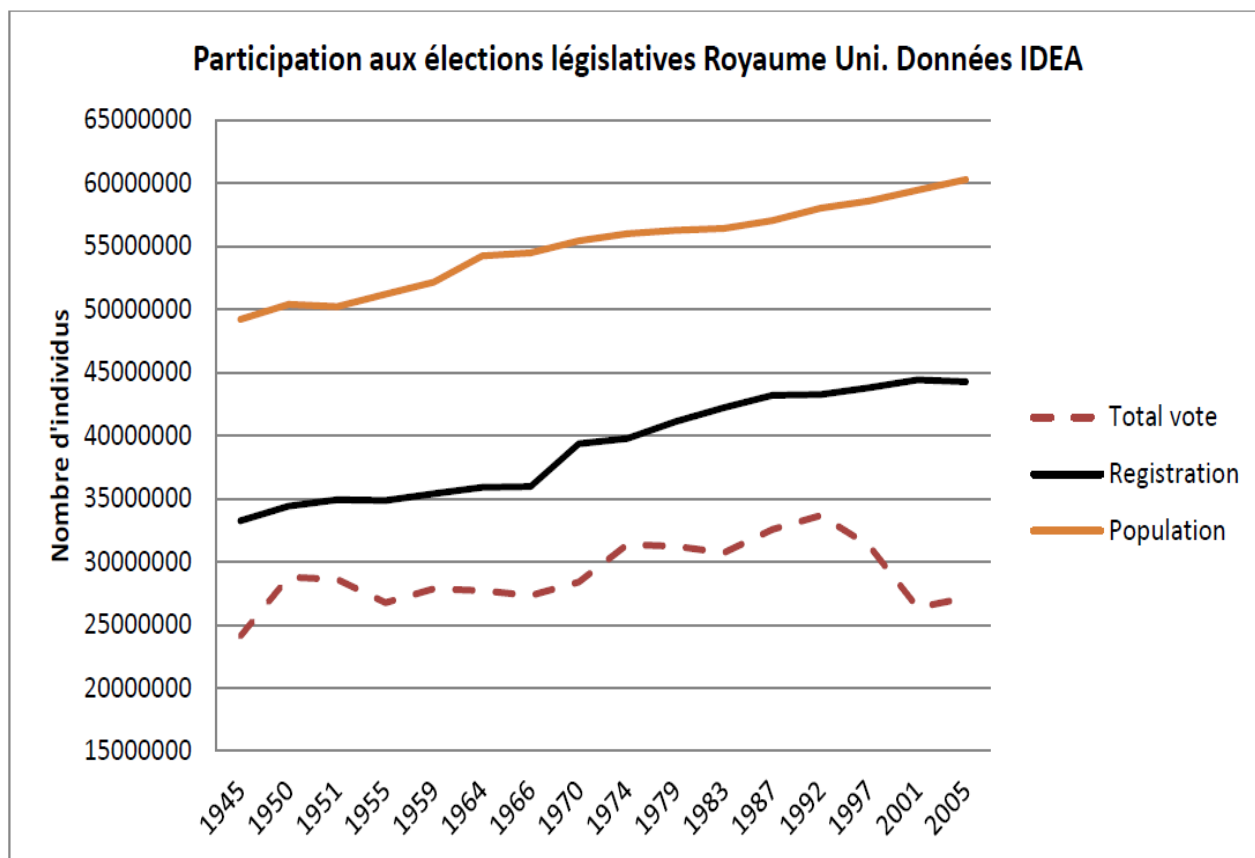
De nombreux travaux portent sur l'évolution globale des niveaux de participation dans les pays occidentaux. Mais la plupart d'entre eux reposent sur les chiffres officiels des taux de participation, qui ne correspondent pas toujours au même mode de calcul. De plus, les différents pays ne disposent pas toujours du même périmètre d'accès à la participation électorale (droit de vote des résidents de nationalité étrangère, sanction associée à des condamnations pénales). En nous basant sur les données publiées par l'IDEA<sup>5</sup>, nous avons souhaité détailler ces évolutions, en étudiant de façon combinée l'évolution de la population globale, du nombre d'inscrits sur les listes électorales et du nombre de votants. Rappelons toutefois que nous ne disposons pas ici des données sur la population potentiellement électrice (cela recouvrant des critères variables). Bien qu'il s'agisse d'une limite certaine à la mesure de la qualité de l'inscription sur les listes électorales, cette mesure correspond à la méthodologie privilégiée par Lijphart. Pour effectuer ces comparaisons, nous nous basons sur les élections majeures dans les trois pays étudiés : scrutin présidentiel en France, législatif en Espagne et en Angleterre.



<sup>5</sup> [www.idea.int](http://www.idea.int)

En France ces trois facteurs augmentent à une vitesse qui semble comparable sur le long terme. On observe une accélération de cette augmentation dans la période récente (2002 – 2007) en ce qui concerne le nombre d’inscrits et votants mais aussi pour la population générale. Cette dynamique démographique spécifique de la France, rarement évoquée dans les études électorales pourrait participer d’une certaine forme de spécificité françaises en raison des inégalités de participation électorale entre les différentes tranches d’âge de la population.

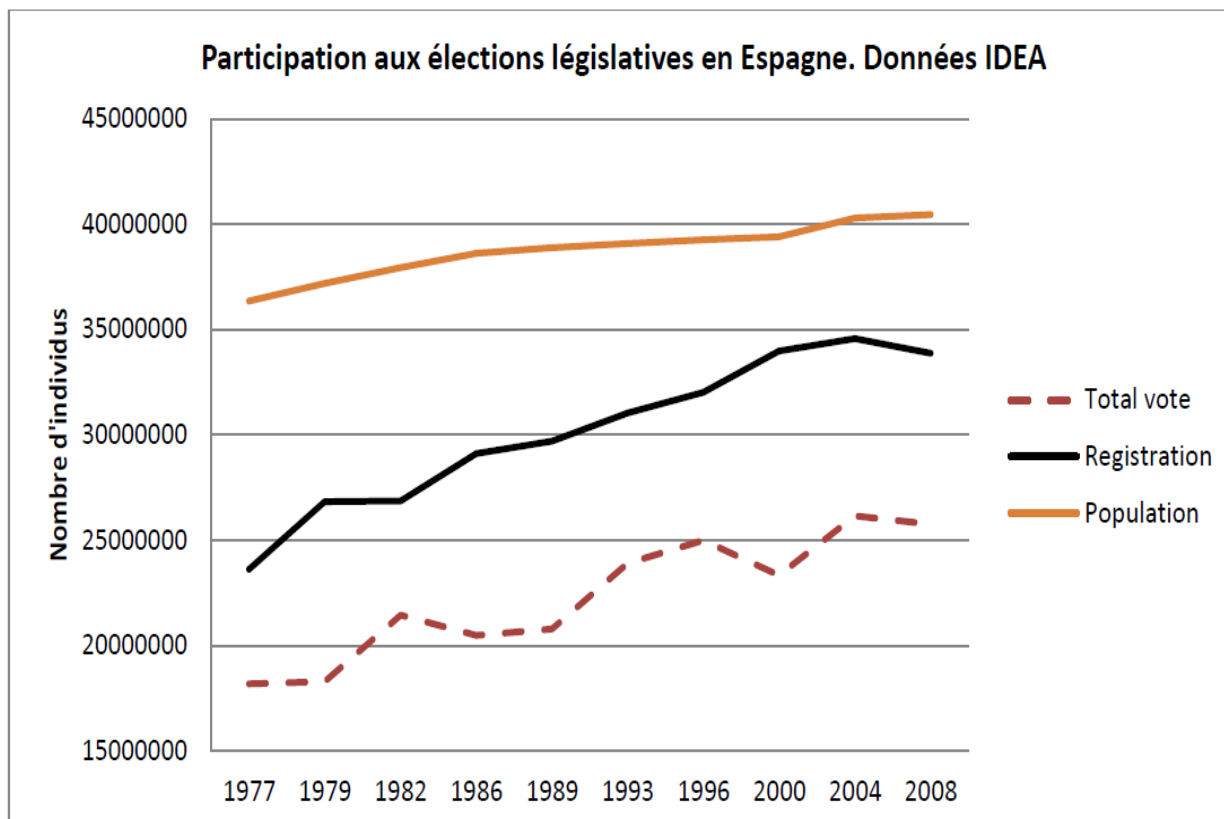
On observe donc une hausse de l’inscription de la participation aux principales élections nationales (les élections présidentielles), subissant une première stagnation entre 1988 et 2002 pour connaître par la suite une importante accélération. La structure démographique de la France, singulière au niveau européen en raison d’un taux de natalité relativement élevé, a pour conséquence l’augmentation régulière de la population en âge de voter, et donc de nouveaux électeurs potentiels. L’écart important entre population en âge de voter et population inscrite peut s’expliquer par deux principaux phénomènes : la présence de nombreux résidents de nationalité étrangère ne disposant pas du droit de vote, et la non-inscription d’une part significative des citoyens français (cette non-inscription, longtemps estimées aux alentours de 10 % des individus, est vraisemblablement en décroissance et s’établirait autour de 6% d’après les dernières données).



Au Royaume Uni, si l’évolution de la population et l’inscription semblent relativement similaires, on assiste à un décrochage spectaculaire du nombre de votants aux élections législatives (considérées comme les élections nationales majeures). Cela est plus particulièrement le cas pour la période allant de 1992 à 2002. On pourra notamment s’interroger sur les facteurs ayant pu conduire à une certaine stabilisation du nombre de votants entre 2002 et 2005. En effet, cette période correspond aux développements des premières procédures de mise en place à grande échelle des procédures de vote postal

qui ont également eu pour effet de renforcer les risques et les pratiques de fraudes électorales. En revanche l'inscription électorale ne semble pas pouvoir s'expliquer par une chute du nombre d'électeurs inscrits.

L'enjeu principal pour le Royaume-Uni se trouve donc très spécifiquement au niveau de la mobilisation des électeurs, dont la volonté de participation est fortement entamée depuis plus d'une dizaine d'année<sup>6</sup>, sans que les changements d'orientation politique récents ne semblent être de nature à remettre en cause ces évolutions.

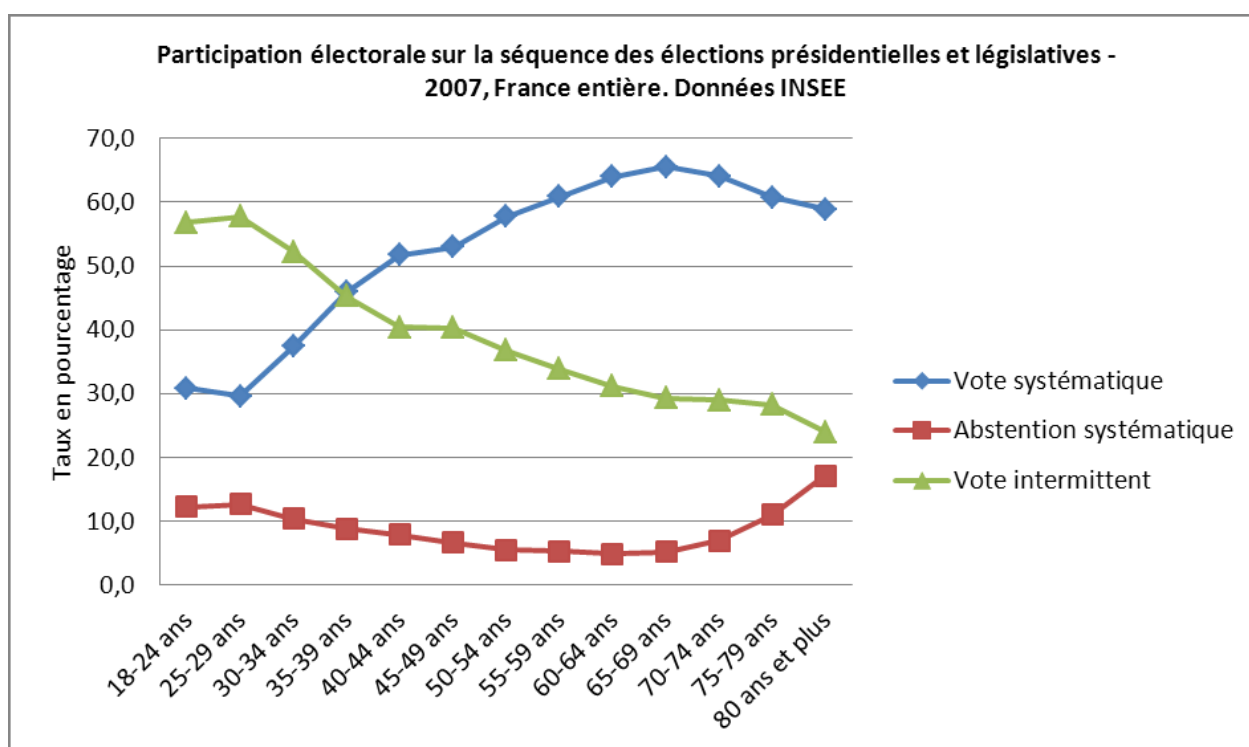


En Espagne, la jeunesse de la démocratisation du pays a longtemps contribué au développement d'une forte participation électorale considéré comme un élément central du fonctionnement de la société. Cette évolution est conforme aux principales théories de la démocratisation. Cela dit, dans la période récente on assiste à une stagnation et même à un déclin de la population inscrite sur les listes électorales, ainsi qu'à un arrêt de la hausse du nombre de votants à l'échelle nationale. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur les raisons de cette évolution, mais il pourrait s'agir d'une évolution démographique de la population espagnole marquée par la faiblesse du nombre des naissances. Les tendances observées au cours des années 2000, tant sur le plan politique que sociologique sont également remises en cause par les conséquences profondes de la crise économique frappant très fortement ce pays depuis 2008 (le taux de chômage a connu une augmentation particulièrement forte, dépassant les 22 % de la population active, à la fin de l'année 2011). La forte hausse de la participation observée lors du scrutin de 2004 pourrait également être un point déviant dans une tendance plus mesurée. Les derniers jours de la campagne électorale avait été l'occasion d'une forte

<sup>6</sup> Britain (not) at the polls. H. D. Clarke, D. Sanders, M. C. Stewart, P. F. Whiteley, 2001. Working Paper, Essex University .

mobilisation de la société suite aux attentats de Madrid, le 21 mars de cette année, et à la politisation qui avait été faite de ces événements.

Si l'on cherche, à partir des données françaises, à affiner ces tendances générales en prenant en compte les variations dans les niveaux de participation, il est possible d'identifier l'apparition d'un nouveau vote intermittent, notamment chez les électeurs de moins de 40 ans. Ainsi les électeurs les plus jeunes semblent nettement moins souvent être des votants systématiques, alors que la différence avec leurs aînés est bien moins importante chez les abstentionnistes systématiques. Autrement dit, les plus jeunes électeurs ne sont pas durablement exclus de la participation électorale, mais ils se tiennent à distance et changent de comportement en fonction du contexte. En effet, la catégorie des électeurs intermittents sur une séquence électorale aussi courte que celle des élections présidentielles et législatives de 2007 est nettement majoritaire chez les moins de 35 ans, et fait jeu égal avec les électeurs systématiques chez les 35-39 ans.



Il est encore trop tôt pour dire si cette dynamique différenciée du rapport au vote est la conséquence d'un effet d'âge où d'un effet de génération. Les évolutions à plus long terme du niveau d'intermittence électorale nous permettront de trancher la question. Cependant il est déjà possible de souligner l'un des objectifs qui pourrait être au cœur des dispositifs de remobilisation de l'électorat : chercher à mobiliser de façon régulière les électeurs intermittents, et non pas à amener aux urnes les abstentionnistes systématiques, qui sont à la fois peu nombreux et non surreprésentés dans les couches les plus jeunes de la population.

### Les débats autour de la qualité de la démocratie

En abordant cette thématique, il est nécessaire de faire un détour par la définition de la qualité de la démocratie, dans la mesure où la perception et la définition normative de ce qui est socialement désirable dans ce domaine est de nature à influencer fortement à la fois la représentation que les individus se font de la qualité de leur démocratie, et d'autre

part des politiques publiques à développer pour l'améliorer. Une des acceptations majeures de cette notion fait paradoxalement l'impasse sur la question du niveau de participation électorale, en indiquant que la dimension principale est celle de la correspondance entre les préférences de la population et la mise en place des politiques publiques. Ainsi les thématiques autour de la réactivité des élus et des institutions permettent paradoxalement de s'affranchir de la dimension électorale dans l'étude de la démocratie. Cette première orientation cherche donc à mesurer la qualité de la démocratie à partir de ses effets, notamment en matière d'action publique. Une autre perspective est dégagée par les électoralistes, qui tendent le plus souvent à étudier la qualité de la démocratie à travers la qualité du processus électoral en lui-même. Dans cette perspective, la finalité de l'action des représentants est mise de côté, et l'on s'intéresse davantage au taux de participation, à la diffusion de l'information, la transparence des procédures, la représentativité des modes de scrutins. Derrière cette approche, l'effet sur la qualité de la représentation et des politiques publiques mises en œuvre est implicitement considéré comme découlant indirectement mais automatiquement de la qualité de la représentation. Une des principales critiques au fonctionnement des démocraties libérales porte alors sur les inégalités sociales de participation démocratique.

### **La démocratie inégale : structures et conséquences**

Ces débats sont anciens dans la science politique internationale, mais connaissent un regain d'intérêt, en raison de la hausse des inégalités sociales aux Etats Unis depuis les années 1980 puis en Europe, sous l'effet notamment de la crise économique contemporaine. Ainsi de nombreux travaux pointent les limites et faiblesses structurelles des régimes démocratiques dans lesquels l'essentiel de la capacité d'action politique se trouve concentrée dans les classes moyennes et supérieures, marginalisant ainsi les personnes disposant du plus faible niveau de ressources économiques et culturelles.

De façon conjointe, la baisse du niveau global de participation est régulièrement pointée du doigt comme étant l'un des principaux marqueurs de la mauvaise santé d'une démocratie. Ainsi, le lien est souvent fait entre intensité et inégalité de la participation électorale, à travers l'hypothèse, souvent implicite, que la réduction de l'abstention conduit à une réduction des inégalités de participation entre les groupes sociaux. Ce principe est celui de la marée montante élevant tous les bateaux. Nous verrons que les évolutions sont parfois plus complexes et ne s'articulent pas toujours de façon mécanique. A partir de ces deux dynamiques, d'intensité et d'inégalité de la participation électorale, nous pouvons distinguer quatre configurations de la qualité de la démocratie.

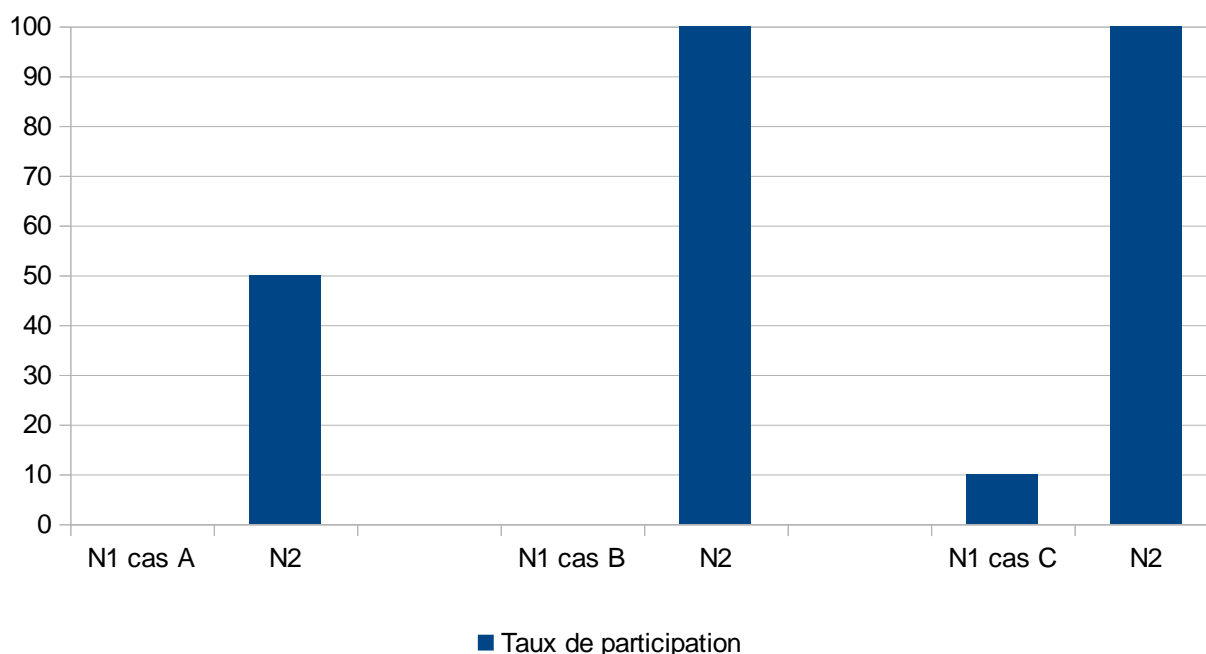
Qualité de la démocratie	Participation faible	Participation forte
Inégalité faible	Démocratique de basse intensité	Démocratique de haute intensité
Inégalité forte	Inégalitaire Censitaire	Fortement inégalitaire

La configuration présentée comme la plus démocratique repose sur la conjugaison d'une faible inégalité et d'une forte participation. Elle est censée indiquer une bonne représentation des préférences, ainsi qu'une faible défiance institutionnelle. En revanche, du point de vue de l'expression des différents groupes sociaux, le modèle démocratique de basse intensité n'est pas moins performant, en revanche il s'accommode d'un niveau structurel d'abstention électorale plus élevée.

La situation inégalitaire/censitaire suppose un faible niveau de participation dans l'ensemble de la population, recouvrant des inégalités importantes entre les groupes sociaux. Dans ce type de configuration apparaît alors un dilemme. On peut souhaiter faire augmenter la participation globale pour rejoindre le modèle démocratique de haute intensité, et par là même faire baisser les inégalités entre les groupes sociaux (la marée montante élevant les bateaux). Mais il y a également un risque de renforcement des inégalités, faisant basculer vers une configuration fortement inégalitaire. Ce quatrième cas de figure est notamment plausible dans le cadre de politiques publiques susceptibles de toucher en priorité les citoyens étant déjà les plus actifs et les plus mobilisés. Dans cette évolution, la dynamique démocratique pourrait donc devenir à la fois plus participative et plus inégalitaire. Pour éviter ce risque, une alternative pourrait être de chercher à cibler certains groupes spécifiques de la population, ceux qui participent le moins, de manière à chercher à rejoindre le modèle démocratique de basse intensité.

Dans ce cadre, on fait le choix de s'éloigner de l'idéal démocratique de haute intensité en considérant que ce sont les inégalités internes de composition pour un niveau de mobilisation donnée qui sont les plus problématiques. Si ce modèle peut être séduisant pour les responsables politiques, un des écueils reste de considérer que les membres les plus politisés d'un groupe donné peuvent effectivement agir politiquement comme représentants valables de l'ensemble du groupe. Cette hypothèse est particulièrement exigeante, qu'il s'agisse des groupes sociaux économiques, comme des groupes ethno-nationaux ou ethno-raciaux.

### Cas théorique : hausse de la participation et inégalités entre groupes



Pour clarifier les effets potentiels d'une hausse de la participation électorale, nous pouvons mettre en évidence l'effet d'un tel phénomène sur le niveau de deux groupes (N1 et N2) dans trois configurations (A, B, C). La configuration A correspond au modèle inégalitaire/censitaire, qui implique a priori le plus faible niveau de démocratie. Entre le cas A et le cas B, la participation augmente fortement, passant de 25 % au total à 50 % au total, mais cette hausse est concentrée dans le seul groupe N2, qui était déjà le plus participatif. Ainsi, en passant de A à B, loin d'améliorer la qualité de la démocratie, on

passer du modèle inégalitaire/censitaire au modèle fortement inégalitaire. En revanche, à partir du cas B qui est le niveau maximum d'inégalité possible entre les groupes, toute augmentation de la participation devient nécessairement réductrice des inégalités sociales de mobilisation. Il y a donc un effet de seuil, présenté de façon très schématique, qui permet, à partir d'un certain niveau de participation, de réduire de façon quasi systématique les inégalités de participation. La stratégie à adopter dans les dispositifs de remobilisation peut donc dépendre de façon très importante du niveau préalable (1) des inégalités de participation entre les groupes (2) du niveau global de participation. A partir de ces exemples, il est possible de mettre en évidence l'existence de deux régimes d'augmentation de la participation : dans une première phase un régime potentiellement inégalitaire (passage de A à B), puis dans une seconde, un régime nécessairement égalitaire (passage de B à C). A partir de ce cadre théorique simple, nous pouvons maintenant analyser les différentes stratégies de lutte contre l'abstention et d'amélioration de la qualité de la démocratie, en discutant des possibles conflits entre ces deux objectifs.

### **Les stratégies politiques de lutte contre l'abstention**

Les règles qui organisent le scrutin sont pour l'essentiel définies au niveau national et par l'Etat. C'est la raison pour laquelle de nombreux dispositifs de remobilisation de l'électorat sont basés sur des analyses et des stratégies élaborées à cette échelle, même lorsqu'elles sont, dans la pratique, mises en œuvre localement et ciblent des groupes spécifiques.

Comme nous l'avons montré, les niveaux de participation électorale sont très inégaux entre les trois pays comparés. Ainsi l'importance des dynamiques anciennes de la participation électorale est cruciale. D'une part parce qu'elle pèse sur le sentiment de faiblesse de la démocratie (il est plus fréquent de se soucier du problème de la participation lorsque l'abstention dépasse les 50 % que lorsqu'elle se limite à des niveaux de 25 ou 30 % des électeurs inscrits). D'autre part, parce que comme nous venons de le voir, ce niveau a un effet déterminant les effets potentiels de la hausse de la participation.

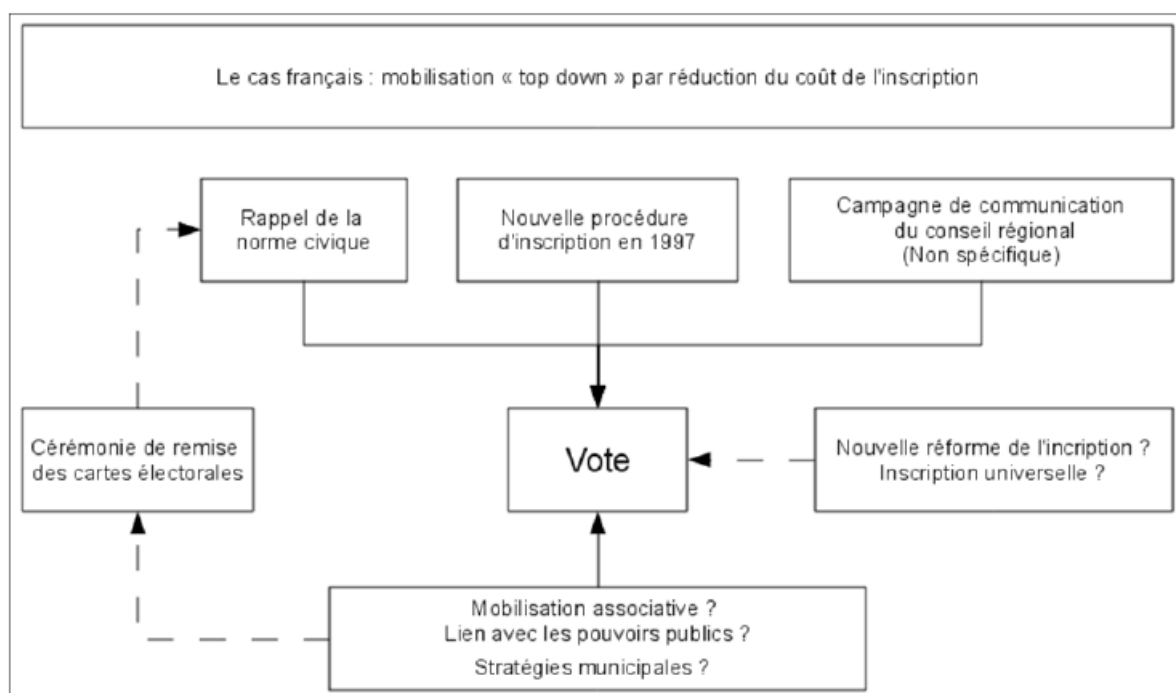
En pratique, les objectifs de mobilisation sont nettement différenciés. Alors que la Grande Bretagne cherche d'abord à faire voter les groupes les plus éloignés de la participation électorale, la France défend un modèle plus universaliste qui ne s'appuie que sur des procédures générales. A contrario, en Espagne, l'abstention semble peu inquiéter les responsables politiques. Cela peut notamment s'expliquer par le niveau important de mobilisation des électeurs espagnols, impression renforcée par la baisse parfois forte des taux de participation dans les autres pays européens. La stratégie d'activation politique des pouvoirs publics locaux et nationaux en Espagne semble s'éloigner de la question du vote en tant que tel, pour se concentrer sur un élargissement de la démocratie représentative au moyen de procédures de consultation et de démocratie participative.

En raison de ces oppositions, les méthodes de mobilisation privilégiées sont également différentes. Après avoir opté pour une stratégie de réduction des coûts sociaux de la participation, via le développement du vote postal, la Grande Bretagne s'est repliée depuis 2005 vers des dispositifs de mobilisation en face à face, hérités notamment des travaux américains de Green et Gerber. Ces techniques cherchent à augmenter l'inscription des individus sur les listes électorales, à partir de campagnes de porte à porte menées par des associations, financées pour cela par la commission électorale, mais aussi par des salariés des principales mairies (comme celle de Birmingham). Cette démarche s'inscrit dans un changement de perspective, marqué par les fraudes électorales rendues plus aisées par le recours au vote postal, mais aussi par la volonté de lutter contre les



dynamiques perçues comme auto ségrégatives des migrants et descendants de migrants asiatiques et caribéens. En France, les dispositifs mis en œuvre visent l'ensemble de la population. L'essentiel de l'effort porte sur les campagnes d'information par affiches et publicité à la télévision. Mais depuis 2000, l'inscription des jeunes de 18 ans sur les listes électorales est simplifiée et automatisée. Les travaux de Braconnier et Dormagen en 2006 ont montré l'importance de la non inscription et surtout de la mal inscription sur la non-participation électorale. Le fait d'être mal inscrit est une situation dans laquelle une personne est inscrite sur les listes électorales mais en dehors de sa commune de résidence. Ces décrochages se produisent notamment en raison des mobilités résidentielles, et des décohabitation des enfants. Si l'inscription automatique limite les barrières à la participation, elle n'est en revanche pas de nature à renforcer les incitations à la participation. Enfin le cas espagnol est marqué par une faible sensibilité à la thématique de l'abstention électorale, les principaux dispositifs s'appuient sur les possibilités offertes à certaines catégories de migrants de participer au vote. D'autre part des mesures particulières sont prises pour faciliter la consultation des listes électorales et connaître son bureau de vote de rattachement. L'essentiel des initiatives visent alors non pas la participation électorale, mais la participation politique en dehors du vote pour la délégation de représentant, à l'aide de la mise en place de procédures de démocratie participative et de consultation des habitants.

A partir de ces éléments, il est possible de représenter schématiquement les principaux types de stratégie nationale de remobilisation de l'électorat en indiquant l'articulation entre les différents phénomènes. Pour chacun des graphiques, on identifie séparément les approches « top down » émanant pour l'essentiel des dispositifs réglementaires et juridiques, des approches « bottom up » mettant l'accent sur les incitations directes à la participation.



Le modèle français semble se caractériser par deux traits fondamentaux :

Tout d'abord il existe un volontarisme d'Etat en matière de mobilisation électorale, mis en évidence depuis 1997 par Lionel Jospin dans son discours de politique générale. Le

premier ministre socialiste propose de rendre automatique l'inscription sur les listes électorales des jeunes Français obtenant la majorité dans la commune de leur recensement. Dès la fin de la même année, la procédure d'inscription automatique est adoptée. L'objectif affiché de ce dispositif est de renforcer la participation des jeunes électeurs : « *Faire participer les jeunes, en particulier les "jeunes des quartiers", à la vie démocratique représente un enjeu d'une particulière importance. L'inscription de chaque citoyen sur les listes électorales sera rendue automatique l'année de sa majorité.* »<sup>7</sup>

Deuxième élément notable : l'importance accordée au coût de la participation électorale qui est considéré dans la grande majorité des discours politiques comme l'élément faisant obstacle à la participation électorale. Cette dimension, notamment mise en avant dans la commande du centre d'analyses stratégiques<sup>8</sup>, porte sur une nouvelle réforme de l'inscription électorale. C'est le concept d'inscription universelle qui se trouve alors mis en avant.

A travers le principe de l'inscription universelle, ce ne sont plus les individus mais les communes qui sont en charge du contrôle du statut de l'inscription électorale des individus. Les municipalités doivent produire et actualiser la liste de tous les citoyens titulaires du droit de vote sur leur territoire. Cette procédure aurait pour avantage principal de réduire encore davantage les barrières administratives à la participation électorale, mais un certain inconvénient dans la mesure où elle minimise également la mobilisation pré-électorale des citoyens, pouvant ainsi éloigner un certain nombre de personnes, pourtant bien inscrites, de la pratique du vote.

Dans ce contexte, la marge de manœuvre des institutions locales et régionales semble relativement faible, du moins en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs formalisés et officiels. Les possibilités d'initiatives locales passent davantage par la compétition électorale, ou les campagnes de communication et d'information. A ce titre, les cérémonies de remise des cartes électorales constituent un élément jusqu'ici peu étudié mais qui semble potentiellement pertinent, ne serait-ce que dans la mesure où il informe les nouveaux électeurs de leur statut en matière d'inscription.

La situation espagnole présente des caractéristiques similaires du point de vue de l'universalité relativement importante des procédures, qui s'appuient d'abord, au niveau des politiques nationales, sur des aspects administratifs et juridiques.

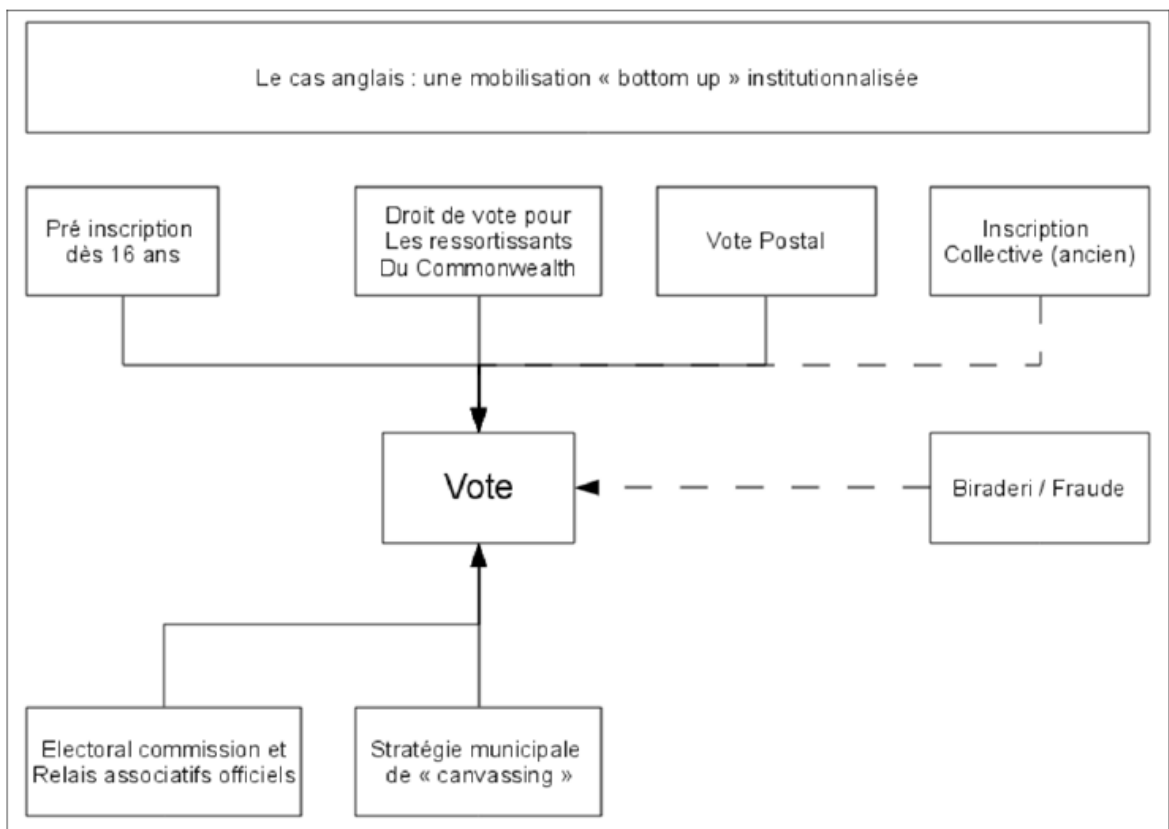
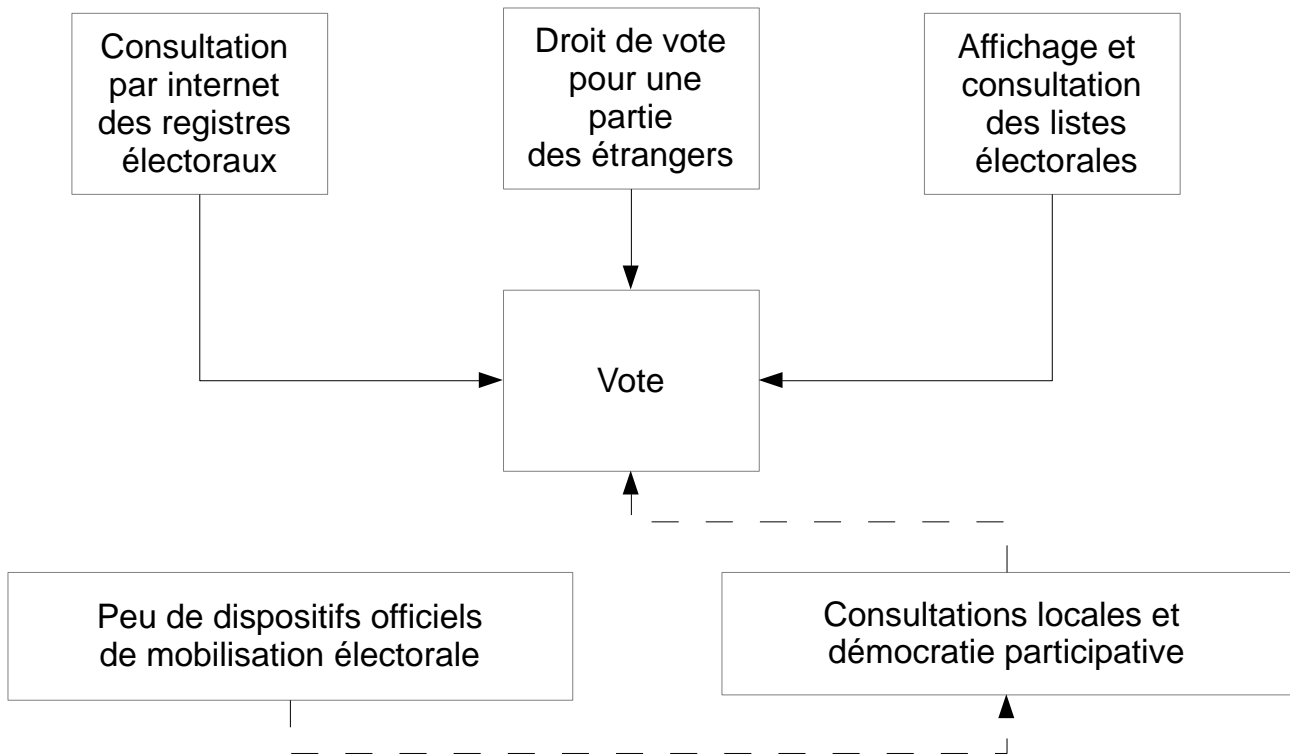
L'essentiel des éléments officiels relatifs aux dispositifs d'encouragement à la participation électorale apparaissent au niveau national. Ils prennent la forme de campagnes d'information sur le statut de l'inscription de chacun (directement vérifiable via le site internet des services statistiques de l'INE). A cela s'ajoute des partenariats spécifiques avec certains pays d'Amérique Latine, permettant à une partie des étrangers de l'immigration récente, importante dans le sud de l'agglomération madrilène, de voter. Au niveau local les dispositifs semblent informels ou parcellaires.

---

<sup>7</sup> Lionel Jospin – Discours de Politique Générale, Juin 1997.

<sup>8</sup> Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes : diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales. La Documentation Française. Aout 2007.

Espagne : Compléter la démocratie et lutter contre la défiance



Au Royaume Uni, après avoir tenté de mettre en place une procédure de vote postal, c'est finalement la stratégie de mobilisation « grassroot » qui est privilégiée par les acteurs politiques nationaux et locaux. Les dispositifs basés sur la réduction du coût de la participation ont effectivement débouché sur un constat d'échec, marqué par le développement de la fraude au vote postal, notamment dans les quartiers de Birmingham contrôlés par des leaders politique issus de l'immigration pakistanaise s'étant appuyés sur les réseaux de solidarité communautaire pour développer le « biraderi », système dans lequel les bulletins de vote postal des familles étaient collectés et complétés en masse par des militants politiques dans des locaux dédiés<sup>9</sup>. Cette crise du « factory voting », marquée par la complicité des responsables de bureau de vote, des élus locaux du parti travailliste, et le manque d'intervention des services de police, a eu pour conséquence un déclin de la confiance institutionnelle vis-à-vis de la procédure de vote postal en Grande Bretagne.

Ainsi, que ce soit par les agents de la municipalité de Birmingham qui incitent de maison en maison à l'inscription sur les listes électorales (« canvassing ») ou par les partenariats développés entre la commission électorale et les associations locales<sup>10</sup>, l'accent est maintenant mis sur les incitations et non sur la réduction des obstacles à la mobilisation politique.

De façon générale, il nous semble nécessaire de réintroduire les politiques publiques et les dispositifs d'encouragement à la participation comme des variables explicatives du comportement électoral, en contrôlant leur effet par la combinaison de leur moyen d'action avec les configurations sociologiques des quartiers concernées. Il ne s'agit pas ici d'une analyse néo institutionnaliste qui tente d'identifier les effets propres des institutions, mais de prendre en compte l'articulation entre politiques publiques, effet des institutions et sociologie des comportements politiques des électeurs.

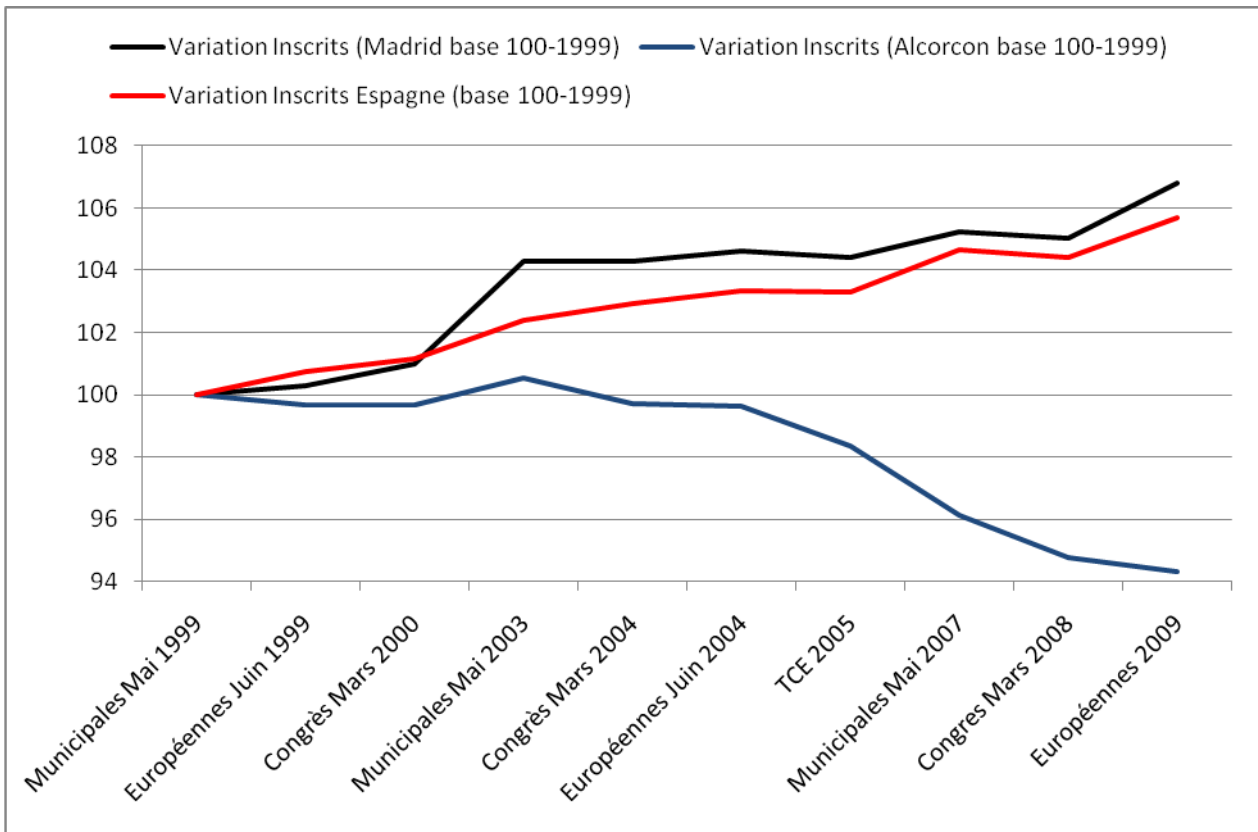
### **Les effets des procédures de mobilisation : portée et limites**

Pour tenter de mettre en évidence les effets de ces différents dispositifs et stratégies de mobilisation, il est nécessaire d'étudier séparément l'évolution de l'inscription sur les listes électorales, de l'évolution de la participation. En effet, la comparaison des seuls taux d'abstention est trompeuse, dans la mesure où cela suppose une stabilité parfaite du niveau d'inscription, cas théorique très éloigné de la réalité. Pour affiner ces évolutions, nous aborderons chacun de nos cas locaux (Alcorcon dans la banlieue de Madrid, Clichy sous-bois dans la banlieue de Paris et le Ward de Lozells & East Handsworth à Birmingham), en comparaison avec les évolutions régionales et nationales, de manière à déterminer si les quartiers marginalisés et touchés par des émeutes évoluent politiquement de la même façon que le reste de la société.

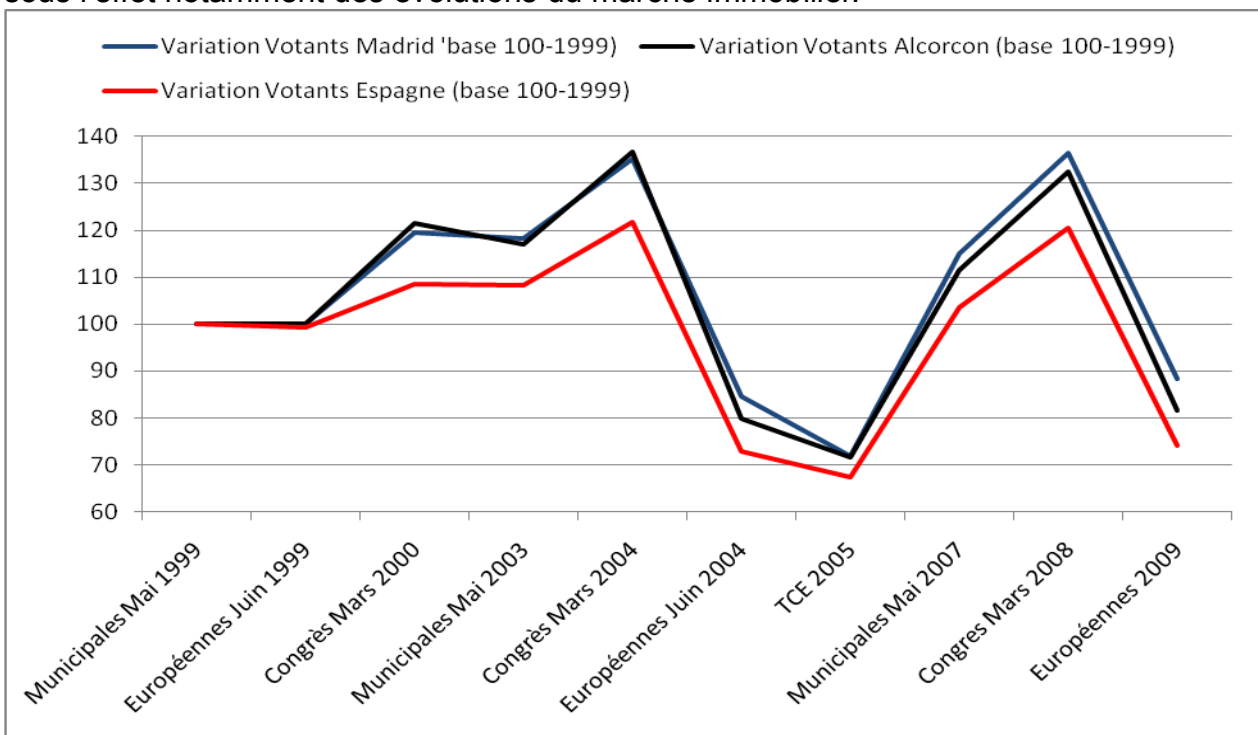
---

<sup>9</sup> L'historique et la justification de ces évolutions est détaillée dans les rapports de la commission électorale britannique. On peut évoquer notamment le rapport *Delivering democracy? The future of postal voting*, 2005

<sup>10</sup> Ces associations prennent le nom de Partnership Grants Scheme : <http://www.electoralcommission.org.uk/about-us/partnership-grants>

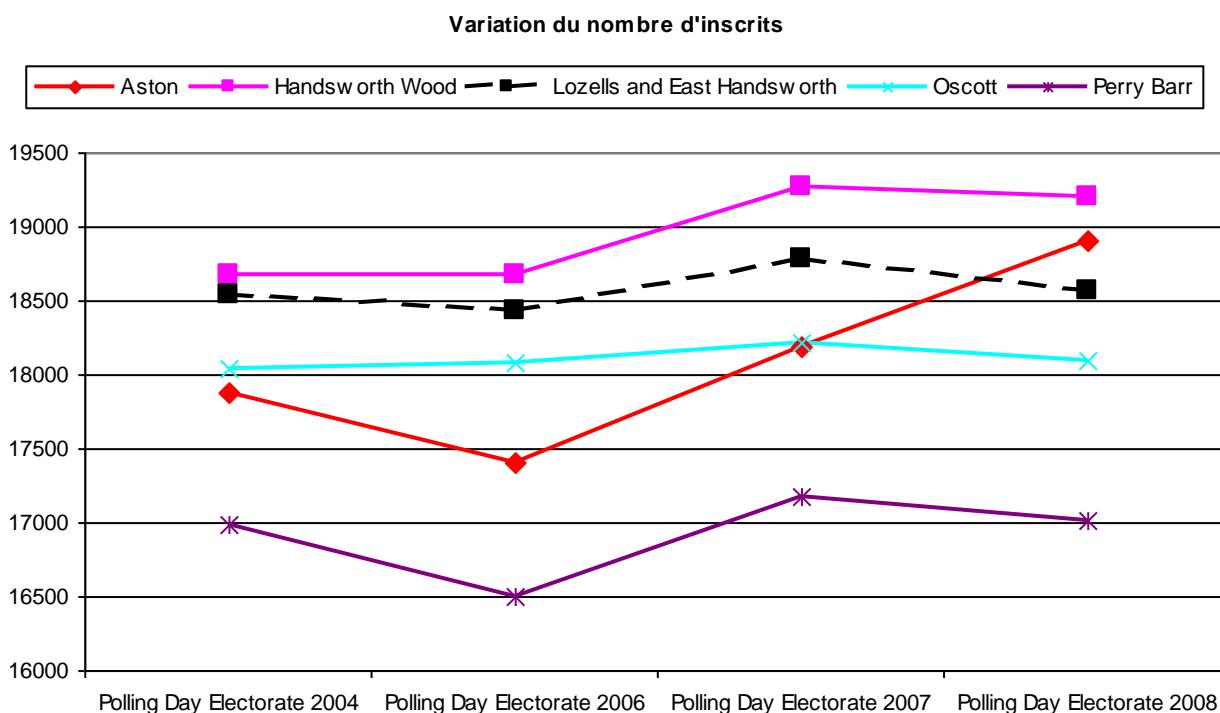


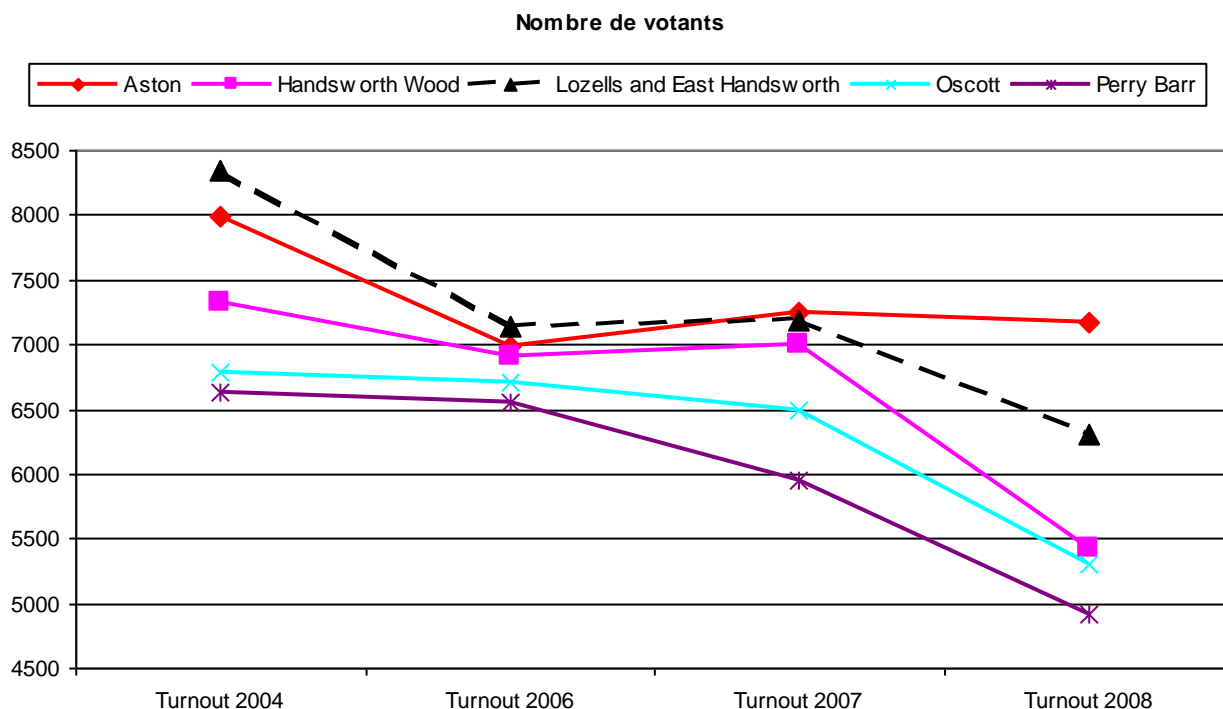
A Alcorcon, dans la banlieue sud de Madrid, le nombre d'inscrits chute en termes relatifs, alors qu'il augmente de façon permanente dans l'ensemble de la Communauté Urbaine de Madrid et dans le pays. Cette chute est particulièrement rapide en fin de période étudiée, et reste difficile à expliquer compte tenu de la croissance démographique de ce *municipios*. Il est toutefois possible que cette évolution soit la conséquence d'un changement structurel de la population, les habitants de nationalité espagnole, inscrits sur les listes électorales, étant remplacé par des migrants latino-américains ne l'étant pas, sous l'effet notamment des évolutions du marché immobilier.



En revanche, le nombre de votants suit de façon particulièrement nette les variations de mobilisation observées dans la région urbaine de Madrid. L'augmentation du taux de participation que l'on peut observer à Alcorcon ne découle pas d'une mobilisation accrue des électeurs de cette ville, mais du maintien de leur implication dans les différents scrutins, alors même que le nombre d'inscrits baisse. Dans la période récente, le mouvement du 15 mai 2010 ne semble pas avoir eu d'effet très important sur la participation électorale. Les appels à l'abstention et la forte défiance envers le système partisan espagnol ne se sont pas traduits par une hausse de l'abstention mais pas une hausse non négligeable du vote blanc (+1 points par rapport aux élections locales précédentes). La stabilité de haut niveau de participation à type d'élection contrôlée est un élément frappant du cas espagnol.

Le Ward de Lozells & East Handsworth, dans le nord-est de Birmingham donne lieu à des évolutions différentes. Il s'agit d'une zone urbaine fortement marquée par la ségrégation socio-spatiale et ethno-raciale. Les données de l'ONS et de l'office statistique local de la municipalité permettent de mesurer l'intensité des inégalités qui s'organisent spatialement dans cette partie de l'agglomération. Ce Ward se situe sur la frange du « cluster » de pauvreté identifié dans la métropole des West Midlands. Un indicateur révélateur des difficultés de ce quartier est l'évolution à la hausse de la pauvreté et notamment du taux de travailleurs pauvres, dans un contexte global de forte réduction de la pauvreté urbaine au Royaume Uni entre 1991 et 2001. Particulièrement touché par les émeutes de Lozells en 2001 puis en 2005, il est également concerné par la vague d'émeutes qui a frappé le Royaume Uni à l'été 2011. C'est notamment dans ce quartier que sont décédées les seules victimes de ces violences. Le nombre d'inscrits Lozells évolue très légèrement à la hausse, comme dans toutes les zones avoisinantes, à l'exception du Ward d'Aston, dont les résultats sont sujet à caution depuis la mise en évidence d'une fraude électorale massive ayant impactée les élections de 2005.

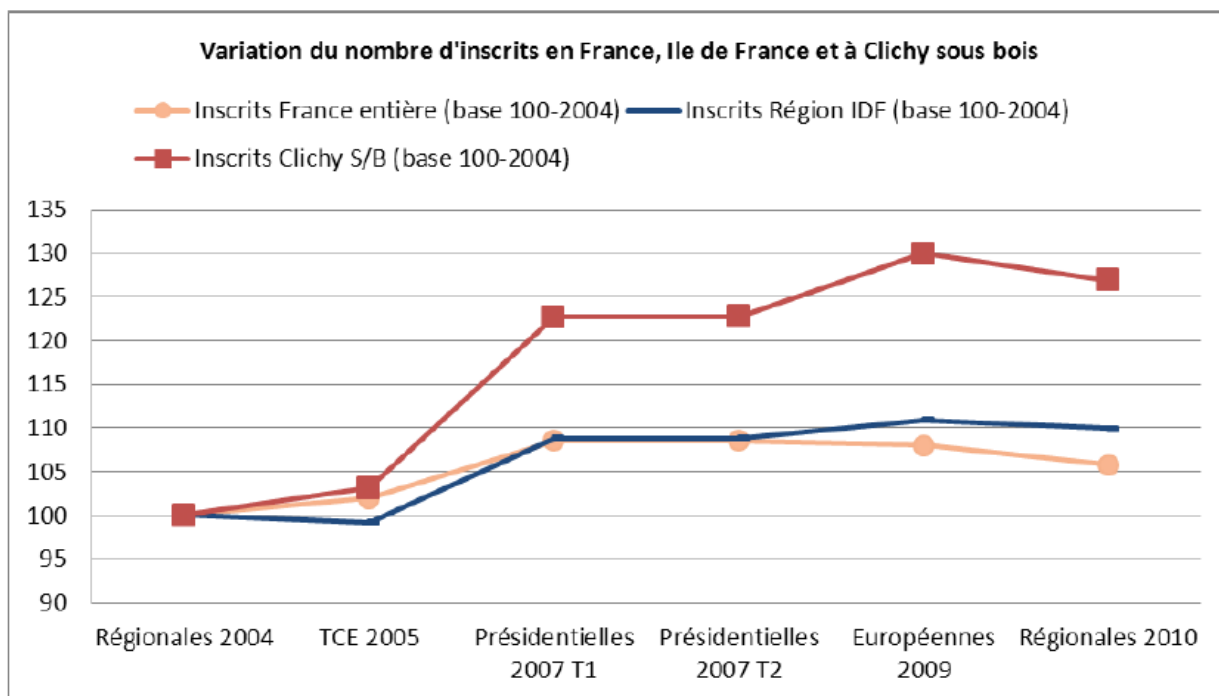




En revanche, comme pour la tendance nationale décrite en première partie, le niveau de mobilisation décline parmi les électeurs inscrits, et ce dans les Wards les plus marginalisés (Aston, Lozells) comme dans les zones plus aisées environnantes (Perry Barr).

A partir des données agrégées, nous avons comparé l'évolution du nombre d'inscrits dans la commune de Clichy-sous-Bois avec l'évolution observée pour la Région Ile de France et la France entière. N'ont été introduits dans ces analyses que les élections ayant eu lieu dans l'ensemble des espaces, et pour lesquelles les données complètes existent. C'est la raison pour laquelle les élections cantonales et municipales n'y figurent pas. Nous avons attribué un indice de 100 au nombre d'inscrits observé le jour des élections régionales de 2004, pour permettre de lisser les différences de niveau existant à cette date. De cette façon, il est possible de comprendre plus finement les variations de l'inscription électorale, d'autant plus qu'il est extrêmement complexe de parvenir à estimer le niveau réel de non-inscription ou de mal inscription, les données sur le nombre de personnes éligibles étant difficiles à recouper, notamment en raison de la mobilité géographique des habitants des zones urbaines sensibles.

Rappelons que la période précédant les élections présidentielles de 2007 est caractérisée par un fort mouvement d'inscription sur les listes électorales, chez les jeunes électeurs bénéficiant de la procédure d'inscription d'office, mais surtout chez les personnes de plus de 30 ans, n'ayant pas bénéficiées de ce dispositif, ou n'ayant pas effectuées de changement d'inscription électorale au cours de leur trajectoire résidentielle.

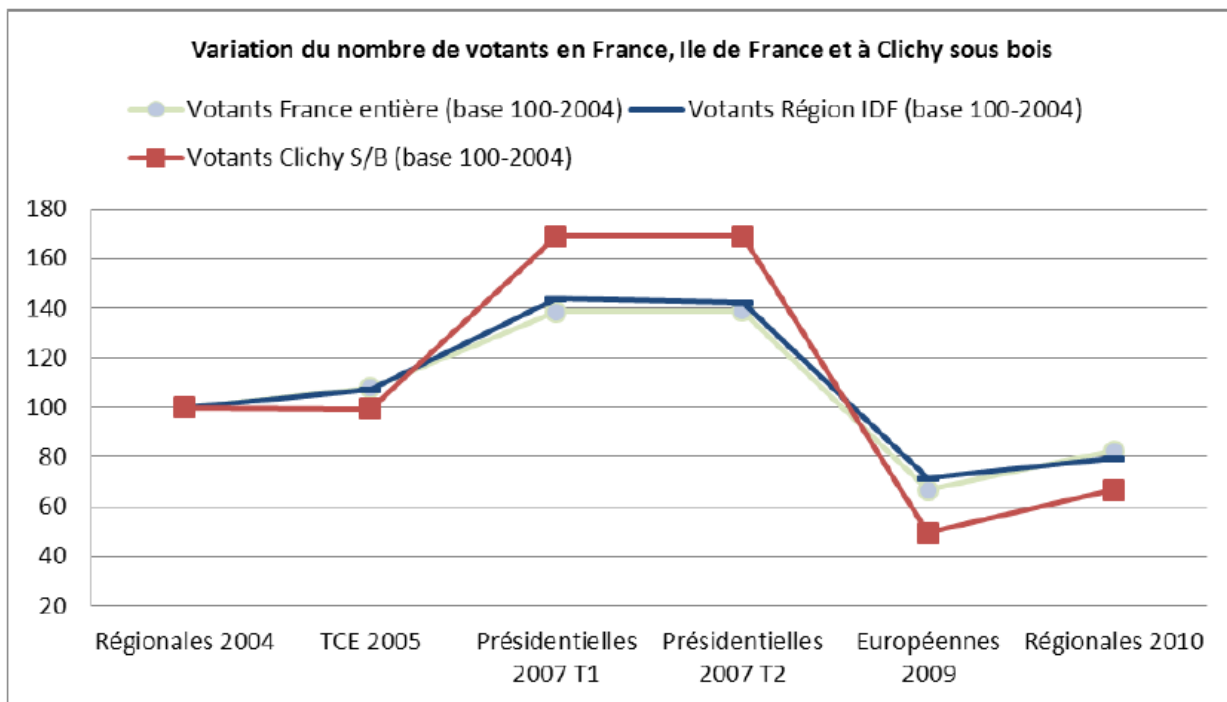


Clichy-sous-Bois se distingue nettement par une très forte hausse de l'inscription électorale. On remarque par ailleurs que cette évolution n'est pas seulement perceptible entre 2005 et 2007, mais se prolonge jusqu'en 2009 avant de retomber en 2010, sans doute suite à une révision des listes électorales. Les évolutions nationales et régionales sont plus mesurées mais présentent de fortes similarités, marquées par une hausse sensible de 10 points entre 2005 et 2007, avant une stagnation voir un déclin entre 2009 et 2010. Sur la base de ces résultats, Clichy-sous-Bois est le lieu d'un fort regain de mobilisation électorale, comme on l'observe dans l'ensemble des quartiers populaires relativement comparables.<sup>11</sup>

Lorsque l'on observe la variation du nombre de votants selon la même procédure, on note une forte mobilisation à Clichy (+70 points), soit 25 points de plus que la remobilisation nationale et régionale à l'occasion des élections présidentielles de 2007. Cette remobilisation touche cependant l'ensemble des quartiers, les bureaux de ZUS comme les bureaux pavillonnaires. A contrario, le mouvement de démobilitation lors des élections européennes est plus fort ici qu'ailleurs, ce qui est d'autant plus frappant que le nombre d'inscrits a, lui, fortement augmenté entre temps. Cette faiblesse de la participation se retrouve à l'occasion des élections régionales de 2010.

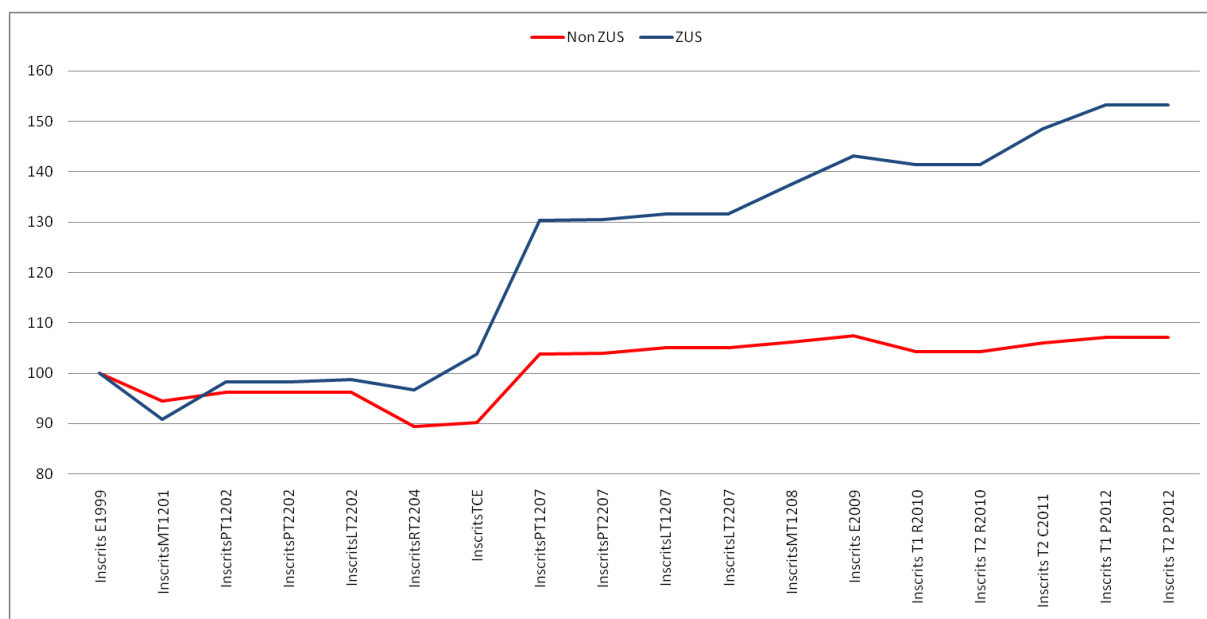
<sup>11</sup> Céline Braconnier, Jean Yves Dormagen. Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes – Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales, Paris, La Documentation française, 2007.





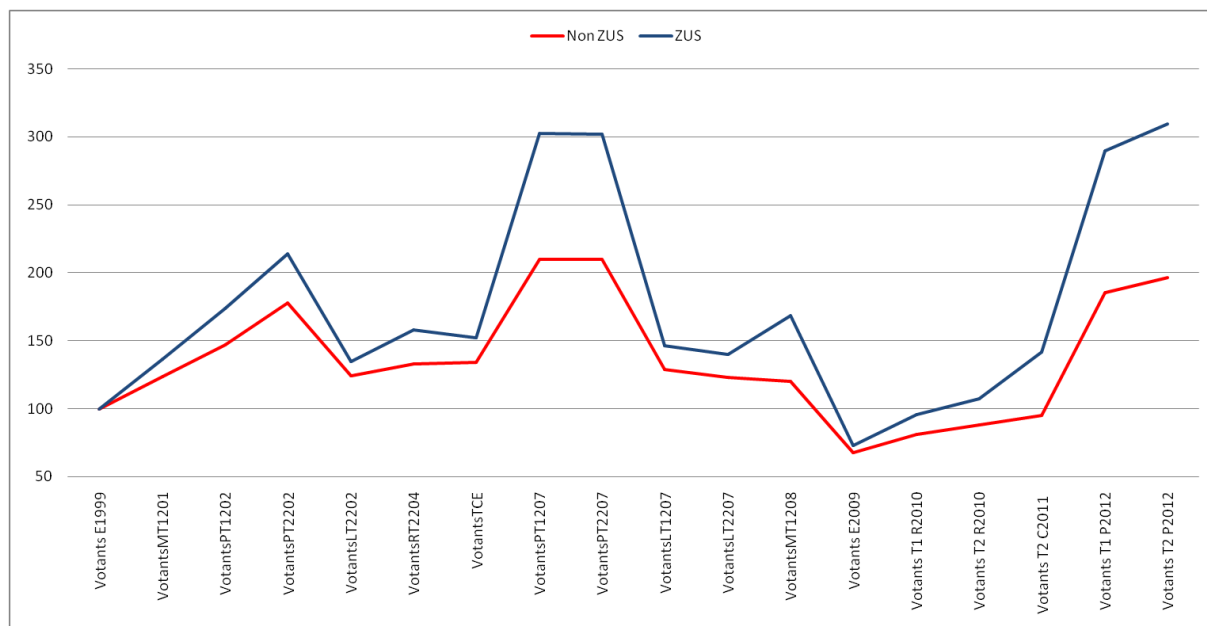
### Intermittence et régularité de la participation

Pour mieux comprendre les variations particulières observées dans le contexte national français, nous avons cherché à détailler ces variations pour deux quartiers de la commune de Clichy sous-bois. Nous avons regroupés les bureaux de vote correspondants aux zones urbaines très marginalisées (ZUS) pour les comparer au reste de la commune (Non ZUS). L'évolution sur le long terme est étudiée à partir du point de référence des élections européennes de 1999, et ce jusqu'aux élections présidentielles de 2012.



L'évolution du nombre d'inscrits montre une dynamique nettement plus forte de mobilisation dans les ZUS. Le nombre d'électeurs potentiel est augmenté de plus de 50 % en l'espace de 13 ans. Cela s'explique par la remobilisation de personnes se réinscrivant

sur les listes électorales, mais aussi par l'évolution socio démographique du quartier, marqué par la présence des enfants des migrants de l'Afrique postcoloniale, disposant de la nationalité française et donc du droit de vote. De plus, le mouvement de mobilisation observé est net pour les élections présidentielles de 2007, en ZUS comme en dehors des ZUS. Sur la période 2007-2012, la hausse du nombre d'inscrits se poursuit dans les ZUS (+ 20 points), alors qu'elle stagne dans les zones non marginalisées (+3 points).



Nous pouvons distinguer trois « pics » de mobilisation, lors des élections présidentielles de 2002 (au second tour), de 2007 et de 2012. Ces pics sont plus marqués dans les quartiers ZUS que dans le reste de la ville (multiplication par trois en ZUS, par deux ailleurs). Ainsi malgré l'effondrement de la participation en ZUS à toutes les élections intermédiaires de 2007 à 2012, les élections présidentielles de mai dernier ont à nouveau été marquées par une forte mobilisation. Nous avons vu que cette mobilisation n'était pas la conséquence des dispositifs institutionnels français. En revanche, par le biais de l'augmentation du nombre d'inscrits, ces dispositifs permettent de renforcer le potentiel théorique de mobilisation dans les quartiers marginalisés, qui ne se traduit dans les urnes qu'à l'occasion des élections de haute intensité comme les scrutins présidentiels. En raison de la hausse du nombre d'inscrits, le taux de participation baisse en ZUS entre 2007 et 2012, alors même que le nombre de votants augmente.

Pour tenter d'estimer la validité de ces évolutions à une échelle plus large, nous avons cherché à mettre en évidence ces tendances dans les autres villes du département de la Seine Saint Denis

### **Vers une réduction progressive mais incomplète des inégalités électorales dans les banlieues françaises.**

Nous utilisons les données issues du recensement de l'INSEE pour caractériser les villes en fonction des informations sociologiques sur les quartiers qui les composent, en suivant la méthodologie déployée au Royaume Uni pour produire un indicateur synthétique de marginalité multidimensionnelle. Il s'agit de mesurer le niveau de spécificité d'un quartier en incluant non seulement des indicateurs de pauvreté économique, mais aussi de niveau de diplôme, de structure familiale et de rapport à l'immigration. Avec cet indicateur nous pouvons mettre en parallèle les caractéristiques sociologiques des villes et les variations

des résultats électoraux depuis 1995.

Nous savons que les inégalités sociales et culturelles (saisies par l'intermédiaire du niveau de diplôme) pèsent fortement sur la propension à participer politiquement et notamment par le moyen du vote. L'analyse des corrélations est à cet égard surprenante et met en évidence un renversement de tendance va à l'encontre des idées reçues. En effet, les résultats classiques<sup>12</sup> de la science politique indiquent que les personnes les plus défavorisées socialement sont aussi celles qui ont la plus faible probabilité d'être inscrit et de voter.

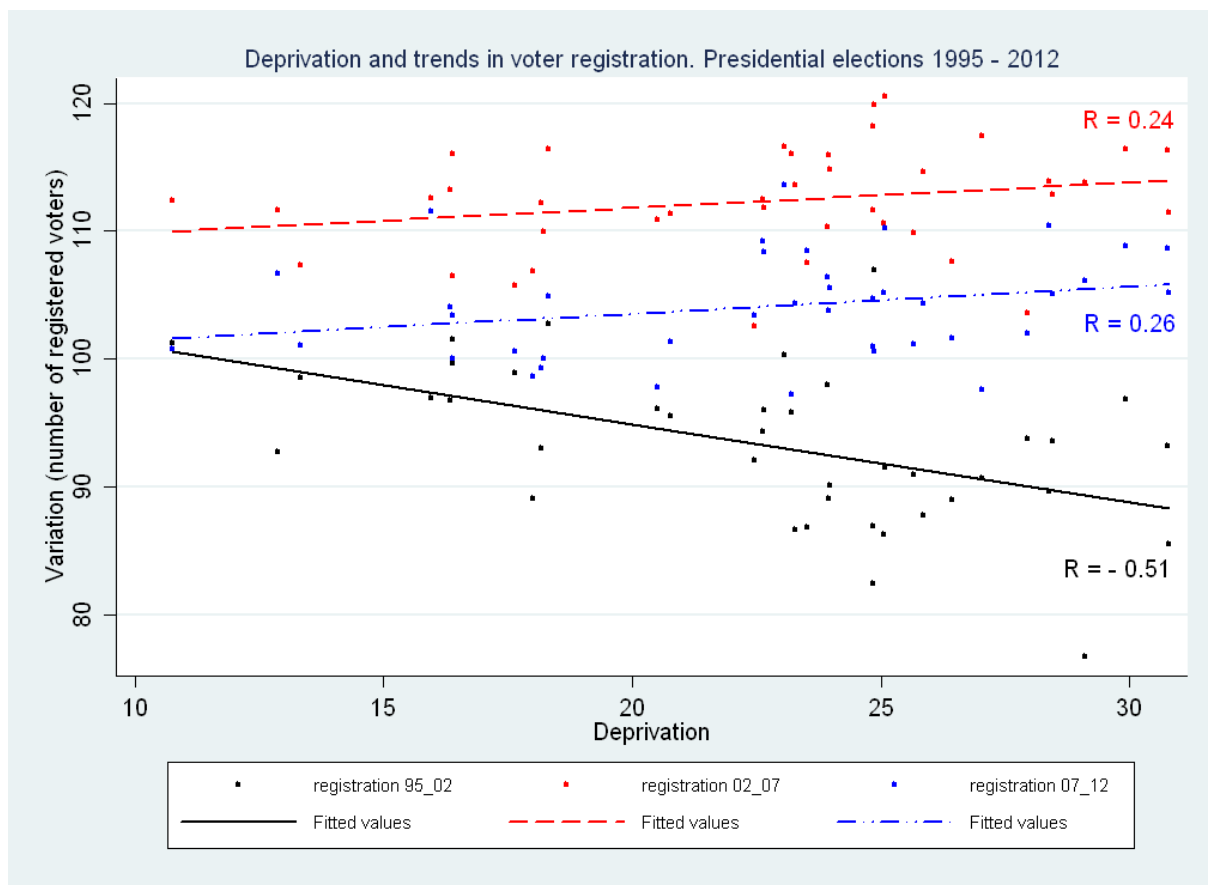
Entre 1995 et 2002, l'évolution du nombre d'inscrits suit essentiellement « la logique des choses », c'est-à-dire que les villes les moins marginalisées sont celles dans lesquelles l'accroissement du nombre de votants est la plus forte, notamment en raison d'une procédure d'inscription couteuse et complexe qui fait barrage aux habitants des quartiers défavorisés (Braconnier, Dormagen, 2006 et 2007) . Dans le même temps, on assiste à une baisse de près de 10 points du nombre d'inscrits dans les villes marginalisées.

A partir des années 2000 est mise en place l'inscription d'office sur les listes électorales, via les fichiers du recensement. On assiste alors dans la période 2002-2007 à une spectaculaire inversion de tendance. Si les inscriptions continuent d'augmenter dans les quartiers peu marginalisés, le sens de la relation s'inverse, et ce sont dans les villes les plus populaires, où les descendants de migrants sont surreprésentés, que la hausse des inscriptions est la plus forte. Ce mouvement d'inscription n'est pas limité aux élections présidentielles de 2007 et aux campagnes d'inscriptions post-crise des banlieues. Il se poursuit dans les quartiers marginalisés, et la dynamique de rattrapage des inégalités sociales de participation se maintient entre 2007 et 2012.

Ces résultats indiquent que les tendances observées au niveau local à Clichy-sous-Bois ne sont pas un artefact lié au contexte extrême de marginalité et de ségrégation des groupes sociaux dans cette commune. Cela signifie que l'on assiste à une entrée durable et structurelle des jeunes de la diversité dans le corps électoral, y compris dans les quartiers les plus marginalisés. Mais les inégalités sociales n'ont pas disparus et elles continuent de peser sur l'inscription et sur la participation électorale. Nous sommes donc dans une situation d'entre deux, l'accès à la participation politique n'est pas encore complet, mais la tendance de réduction des inégalités d'inscription s'est véritablement engagée.

---

<sup>12</sup> Daniel Gaxie *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Seuil, 1978.



**La complexité renouvelée des stratégies de renforcement de la démocratie.**

Au regard des résultats présentés, il semble plus difficile qu'il n'y paraît de lutter contre les inégalités de participation. En effet, l'augmentation du taux de participation peut masquer une baisse du nombre de votants, similaire à l'effet démontré des procédures d'exclusion du vote aux Etats Unis (Mc Donal, Popkin)<sup>13</sup>. D'autre part la hausse du nombre de votants ne se traduit pas toujours par une baisse des inégalités de participation entre les groupes. Enfin les modèles de mobilisation nationaux correspondent à des stratégies différentes, qui font écho à des conceptions idéales spécifiques de la démocratie, ne recouvrant pas la même signification dans chaque contexte, les phénomènes identifiés comme problématiques étant variables.

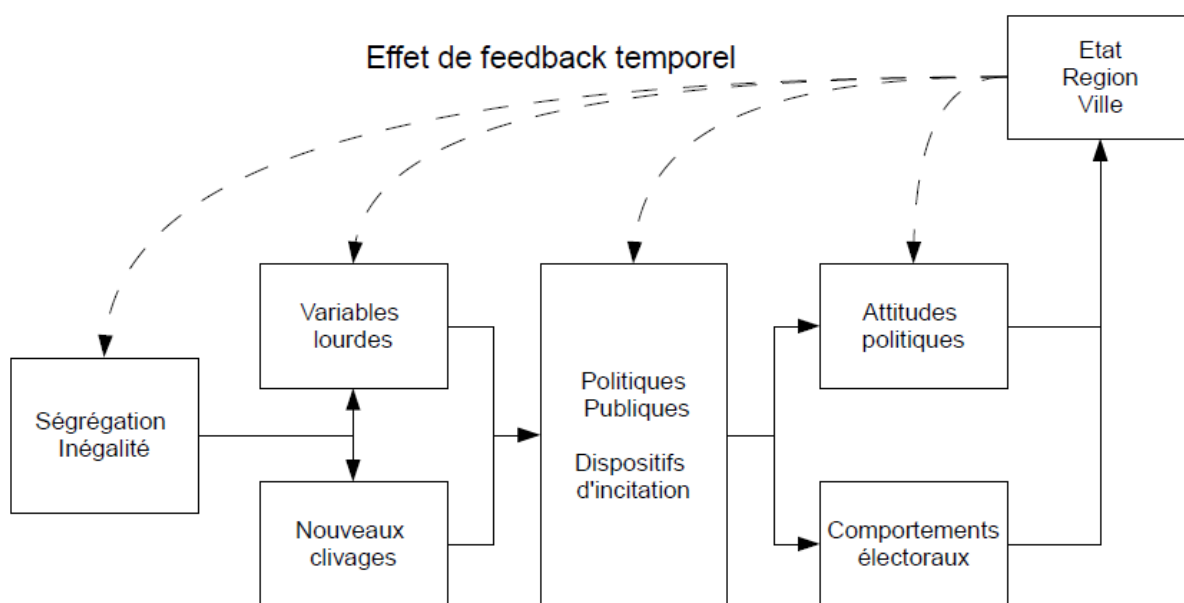
Le tableau ci-dessous synthétise les principales différences entre les pays étudiés à partir de cas locaux.

	France	Royaume Uni	Espagne
Portée du dispositif	Universel	Spécifique	Mixte
Acteur principal	Etat	Associations et Villes	Villes
Moyen d'action	Droit électoral et procédure administrative	Incitation directe et contact (micro pressions)	Extension des pratiques politiques
Principes	Mobilisation générale	Réduction des	Approfondissement

<sup>13</sup> M. McDonald, S. Popkin. The myth of the Vanishing Voter. American Political Science Review, Vol. 95, No.4. Dec 2001, pp. 63-974

		inégalités entre groupes sociaux	de la démocratie
Stratégie	Réduction du cout social du vote	Renforcement des incitations au vote	Encastrement du vote

Une des difficultés restant à prendre en compte réside dans l’empreinte de long terme de ces dispositifs, qui restent pour l’essentiel très récents. En effet, il est à supposer que les changements administratifs et institutionnels ont un effet qui n’est ni mécanique ni linéaire, dans la mesure où ils se combinent avec les autres variables sociologiques pesant sur la propension à participer électoralement.



Modèle explicatif "figé dans le temps"

Les premiers résultats d’une récente enquête quantitative nous donnent la possibilité d’affiner notre compréhension des mécanismes d’entraînement à la participation. Réalisée dans les 232 IRIS les plus marginalisés de France (selon l’indicateur synthétique calculé plus haut). Nous avons fait le choix d’enquêter sur l’ensemble de la population des 18-40 ans vivant dans ces quartiers très spécifiques, sans condition de nationalité. Pour les premiers résultats que nous présentons, un filtre est appliqué de manière à ne prendre en compte les réponses que des individus de nationalité française et donc susceptible de pouvoir voter.

Français - 18 - 40 ans - Quartiers marginalisés		
	Freq	Percent
Inscrit	507	74,6
Non inscrit	172	25,3
Déjà voté	429	63,1
Jamais voté	251	36,9
Encouragé à aller voter	371	54,6
Jamais encouragé	308	45,4

Le taux de non inscription déclarée est très élevé à 25.3 %, mais conforme aux estimations réalisées par Braconnier et Dormagen. De plus il est possible qu’un certain nombre de personnes soient inscrites sans le savoir et se déclarent alors comme non

inscrites. En revanche, on remarque un décalage plus faible entre le nombre d'inscrits et de personnes ayant déjà votés, indiquant que les inscrits ont souvent voté au moins une seule fois (ne serait-ce que lors des élections présidentielles de 2007 très mobilisatrices.) Nous avons cherché à connaître les effets de l'encouragement à la participation, et à savoir qui était touché par ce phénomène.

	Déjà encouragé	Jamais encouragé
Inscrit	53,9	46
Non inscrit	56,4	43,6
Chi2 : 0,5 - V de Cramer : 0,02		

De façon surprenante, le même niveau d'encouragement est déclaré par les deux groupes, restant assez faible dans les deux cas. Il faut cependant rester prudent dans la mesure où ces résultats sont déclaratifs et peuvent sous-estimer le niveau de pressions informelles. Ces encouragements ont-ils un lien avec la pratique électorale ?

	Déjà encouragé	Jamais encouragé	Total
A déjà voté (n)	225	204	429
%	52,4	47,5	100
N'a jamais voté (n)	146	104	250
%	58,4	41,6	100
Total	371	308	
Ensemble des Français - Chi2 : 0,13 - V de Cramer : 0,05			

Dans l'ensemble de l'échantillon, l'encouragement ne semble avoir qu'un effet très faible sur le niveau de mobilisation, mais pour affiner ce résultat, il est nécessaire de contrôler pour le statut de l'inscription électorale, de manière à mesurer cet effet chez les personnes qui sont non seulement en théorie, mais en pratique, en capacité de voter. Nous observons alors l'émergence d'un effet plus net, qui reste fragile en raison des effectifs concernés, mais indique un résultat paradoxal, ce sont les personnes qui n'ont jamais voté qui déclare le plus souvent avoir été encouragée. Une des explications possibles de cette situation réside dans le fait que les non votants apparaissent aux yeux de leur entourage comme les personnes à cibler plus particulièrement dans les pressions sociales participatives qu'elles exercent.

	Déjà encouragé	Jamais encouragé	Total
A déjà voté (n)	197	186	383
%	51,44	48,56	100
N'a jamais voté (n)	76	47	123
%	61,79	38,21	100
Total	273	233	506
Inscrits seulement - Chi2 : 0,04 - V de Cramer : 0,089			

L'étude dynamique de ces dispositifs de mobilisation reste donc à affiner, à partir des résultats des prochaines élections, qui nous permettront de consolider nos résultats à partir de données en cours d'exploitation.

Références bibliographiques.

- Abu-Laban, Y « Challenging the Gendered Vertical Mosaic : Immigrants, Ethnic Minorities, Gender and Political Participation », *Citizen Politics, Research and Theory in Canadian Political Behaviour*, dir. : Joanna Everitt et Brenda O'Neill, Toronto, Oxford University Press, 2002, p 268-282.
- Almond, G et Sidney Verba. *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Boston et Toronyo, Little Brown and Company, 1965.
- Ansolabehere Stephen and Konisky. The introduction of voter registration and its effect on turnout. *Political Analysis* 14. 1994.
- Ansolabehere Stephen, David Brady and Morris Fiorina. The Vanishing Marginals and Electoral Responsiveness. *British Journal of Political Science*, Vol. 22, n°1. 21-38. 1992.
- Arias, F. *La desigualdad urbana en España*. Centro de Publicaciones. Ministerio de Fomento. Madrid, 2000.
- Arzheimer Kai, Evans Jocelyn. *Electoral Behaviour*. Sage Publications, 2008.
- Astorkia, J.M. La abstencion en la Comunidad de Madrid. *Alfos*, 81-82. 1991.
- Perry Barr Constituency : *Economic & Employment Profile*. 2009.
- Blais, André, et al. « The Evolving Nature of Non Voting : Evidence from Canada », *Etude, assemblée annuelle de l'APSA*, San Francisco, 2001.
- Blais, André. *To vote or note to vote: The merits and limits of rational choice theory*. Pittsburgh University Press. 2000.
- Bobo, Lawrence and Franklin Gilliam. 1990. "Race, Sociopolitical Participation, and Black Political Empowerment." *American Political Science Review* 84 :377-397.
- Braconnier Céline, *Une autre sociologie du vote, Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*. LGDJ, 2010.
- Braud Philippe. *Le suffrage universel contre la démocratie*.
- Brennan Geoffrey, Philip Pettit. *Unveiling the vote*. *British Journal of Political Science*. Vol.20 n°3. 311-333. 1990.
- Burns, Nancy, Kay Lehman Schlozman and Sidney Verba. *The Private Roots of Public Action: Gender, Equality, and Political Participation*. Cambridge: Harvard University Press.
- Campbell, Converse, Miller and Stokes. *The American Voter*. John Wiley & Sons. New York, 1960.
- Carmines, Edward, James Stimson "The Two Faces of Issue Voting", *American Political Science Review*, 74, 1980, p. 78-91.
- Carmines, Edward, James Stimson, *Issue Evolution, Race and the Transformation of American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1989.
- Cho, Wendy K. Tam, James G. Gimpel and Joshua J. Dyck. Residential Concentration, Political Socialization, and Voter Turnout." *Journal of Politics* 68: 156-167. 2006
- Cho, Wendy K. Tam, James G. Gimpel and Tony Wu. "Clarifying the Role of SES in Political Participation: Policy Threat and Arab American Mobilization." *Journal of Politics* 68:977-991. 2006
- Cohen, Cathy J. and Michael Dawson. Neighborhood Poverty and African-American Politics." *American Political Science Review*. 87:286-302. 1993.
- Dahl, Robert A. 1961. *Who Governs? Democracy and Power in the American City*. New Haven : Yale University Press.
- Dahl, Robert A. *On Removing Certain Impediments to Democracy in the United States*. *Political Science Quarterly*, Vol. 92, n°1. 1-20. 1977.
- Dahl, Robert A. *A Democratic Dilemma: System Effectiveness versus Citizen Participation*. *Political Science Quarterly*, Vol. 109, n°1. 23-34. 1994.
- Denver & Hands. Marginality and turnout in British general elections. *British Journal of Political Science*. 14. 1984.
- Dowding. Is it rational to vote ? Five type of answer and a suggestion. *British Journal of Political Science* 7. 442-459. 2005.
- Dubner and Levitt. *Why vote? A Swiss Turnout-Boosting Experiment*. *New York Times Magazine* 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Absent voting in Great Britain. Report and recommendations." 2003.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Equal access to democracy. Report and recommendations." 2003.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Advance voting. May 2007 Electoral Pilot Scheme". 2007.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "An audit of political engagement 4" Research Report. 2007
- Electoral Commission (Royaume Uni) "The introduction of absent voting identifiers in England and Wales. The Electoral Commission's evaluation." 2007
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Political engagement among black and minority ethnic communities : what we know, what we need to know." Research Seminar. 2003.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Compulsory voting around the world". 2006.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Election 2005 : Turnout. How Many, who and why ?" 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Local Elections Pilot Schemes 2007. Main Research Report." 2007
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Turnout, attitudes to voting and the 2003 elections" EPOP

- Conference, Cardiff, 2003.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Voter engagement among black and minority ethnic communities". 2002.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Gender and political participation". Research report, 2004.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Making and Impact. The local promotion of electoral issues." 2002.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Interim Report on Case Study Research into the Electoral Registers in Great Britain". 2009.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "The Marked Electoral Register. Report and recommendations." 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Electoral Registration in 2000". 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Postal vote verification and rejections in Great Britain: European and local elections 2009." LGC Elections Centre. University of Plymouth. 2009
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Continuous registration : components of change." 2008
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Continuous registration and the Electoral Register." 2008.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "International migration and the Electoral Register". 2008.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Postal vote verification and rejections in England and Wales 2008." 2008.LGC Elections Centre.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Securing the vote. Report and recommendations". 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Social exclusion and political engagement". 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Understanding Electoral Registration" The extent and nature of non-registration in Britain". 2005.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Voting for change. An electoral law modernisation programme". 2003.
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Understanding electoral registration : the extent and nature of non-registration in Britain"
- Electoral Commission (Royaume Uni) "Election 2005 : turnout".
- Electoral Commission (Royaume Uni) "New Citizen Voice – Marshalling the Rights of New Citizens."
- Electoral Commission (Royaume Uni) Cirulaire EC14/2006 "Encouraging electoral participation", 2006.
- Ellicessor, Patrick, and Jan E. Leigley. 2001. "Voters, Non-Voters and Minority Representation." In Representation of Minority Groups in the U.S., ed. C.E. Menifield. Lanham, MD: Austin and Winfield, pp. 127-147.
- Feddersen. Rational Choice Theory and the Paradox of not Voting. Journal of Economic Perspectives. 2004.
- Feldman, A. Rodriguez, J. y Garcia Pardo, N. La estructura social y el apoyo partidista en España. Revista Española de Investigaciones Sociológicas. N°47 1989.
- Ferejohn, John, A. and Morris P. Fiorina. The Paradow of Not Voting: A Decision Theoritic Analysis. The American Political Science Review. Vol.68, n°2. 525-536. 1974.
- Franklin, Mark, N. Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945. Cambridge University press. 2004.
- Font, Juan. La abstencion en las grandes ciudades, Madrid y Barcelona. REIS n° 58. Avril-Juin 1992.
- Font, Juan Fabregas. La abstencion electoral en españa : certezas e interrogantes. REIS n° 71-72. Juin-Décembre 1995.
- Font, Juan Fabregas. Viros. (dir). Electoral abstention in Europe. ICPS. 1995.
- Fowler. James H. Turnout in a small world. In Social Logic of Politics, ed Alan Zuckerman. Temple University Press. 2005
- Fowler. James H. Habitual voting and behavioral turnout. Journal of Politics 64. 335-344. 2006.
- Garbaye, Romain. Emeutes vs Intégration. Comparaisons franco-britanniques. Presses de Sciences-Po. 2011
- Gerber and Green. Do phone calls increase voter turnout ? An update. Annals of the American Academy of Political Science. 2005.
- Gerber, Green and Shachar. Voting may be habit-forming : Evidence from a randomized field experiment. American Journal of Political Science 47 : 540-550. 2003
- Goguel François. Braud (Philippe) – Le suffrage universel contre la démocratie. Revue Française de Science Politique. Volume 31, Numéro 4. 805-808. 1981.
- Guinier, Lani. 1992. "Voting Rights and Democratic Theory – Where Do We Go From Here ?" In Controversies in Minority Voting: The Voting Right Act in Perspective, eds. B. Grofman and C. Davidson. Washington: The Brookings Institution, pp. 283-92.
- Hajnal Zoltan, Jessica Trounstine, Where Turnout Matters : The Consequences of Uneven Turnout in City Politics. The Journal of Politics, Southern Political Science Association, Vol 67, n°2, Mai 2005 pp. 515-535.
- Highton, Ben and R.E. Wolfinger. "The Political Implications of Higher Turnout." British Journal of Political Science 31(1): 179-92. 2001.
- Jeannin Méryl, Miguel A. Alcolea Moratilla. Informe sobre la segregacion social e inmigracion en el municipio de Madrid. Revista Electronic@ de Medioambiente. 73-89. 2006.
- Jackman, R.W. Political institutions and voter turnout in industrial democracies. American Political Science Review, 81:405-423. 1987.



- Justel, Manuel. Panorama de la abstencion electoral en España, *Revista de Estudios Politicos*, 68. 1990.
- Justel, Manuel. Edad y cultura politica. *Revista Española de Investigaciones Sociologicas*, 58. 1992.
- Justel, Manuel. La abstencion électorale en España, 1977-1993. CIS. Madrid. 1995
- Lapp, M. "Ethnic Group Leaders and the Mobilization of Voter Turnout : Evidence from Five Montreal Communities", *Canadian Ethnic Studies*, 31, 2, 1999. P. 17-42.
- Kenny, Christopher B. "Political Participation and Effects from the Social Environment." *American Journal of Political Science* 23:495-527. 1992.
- Lazarsfeld, Paul, Bernard Berelson et Hazel Gaudet, *The People's Choice : How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, 1944.
- Lazarsfeld, Paul, Bernard Berelson, William McPhee, *Voting : A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, University of Chicago Press, 1954.
- Leal, Jesus. *Segregacion social y mercados de vivienda en las grandes ciudades* Ayuntamiento de Madrid, Madrid, 2002.
- Le Texier, Emmanuelle. *Quand les exclus font de la politique, Le barrio mexicain de San Diego, Californie*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006.
- Leighley, Jan E. and Arnold Vedlitz. "Race, Ethnicity, and Political Participation: Competing Models and Contrasting Explanations." *Journal of Politics* 61:1092-114. 1999
- Leigley, Jan E. and Jonathan Nagler. "Socioeconomic Class Bias in Turnout, 1964-1988: The Voters Remain the Same." *American Political Science Review*. 86: 725-736. 1992
- Leighley : Group membership and the mobilization of political participation. *Journal of Politics* 58 : 447-63. 1996.
- Lupian and McCubbins. *The Democratic Dilemma*. Cambridge University Press. 1998.
- Maxwell, R. « Integrated Yet Alienated : Ethnic Minority Political Participation in Britain and France ». Etude, Conférence de POLIS, Paris, 17-18 juin 2005.
- Maxwell, R. « Political Participation in France Among Non-European-Origin Migrants: Segregation or Integration ? ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol.36, No 3, Mars 2010. Pp.425-443.
- Mayer, Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin, Paris, 2010..
- McClurg, Scott D. "Social Networks and Political Participation: The Role of Social Interaction in Explaining Political Participation." *Political Research Quarterly* 56:449-464. 2003.
- Montero, J. R. Non-voting in Spain: some quantitative and attitudinal aspects, ICPS. WP 22. 1990.
- Norris Pippa. *Electoral engineering: voting rules and political behavior*. Cambridge University Press, 2004.
- Oliver, J. Eric. "The Effects of Metropolitan Economic Segregation on Local Civic Participation." *American Journal of Political Science* 43:186-212. 1999.
- Piven, Frances Fox, and Richard A. Cloward. *Why Americans Don't Vote*. New York: Pantheon Books 1988.
- Piven, Frances Fox, Cloward Richard A., Staples Lee. *Why Americans Still Don't Vote : And Why Politicians Want it That Way*. Beacon, 2000.
- Piven, Frances Fox, Minnie Lorraine C, Groarke Margaret, Cohen Adam S. *Keeping Down the Black Vote : Race and the Demobilization of American Voters*, New Pres, New York, 2009.
- Platt Matthew B. *Opportunities for Inequality: Context and Disparities in Political Participation*. 2009
- Popkin Samuel, Gorman, Phillips and Smith. Comment : What have you done for me lately ? Toward an investment theory of voting. *American Political Science Review* 70. 789-805. 1976.
- Richards, L. et B. Marshall. « Political Engagement Among Black and Minority Ethnic Communities : What We Know, What We Need to Know ». Etude, colloque de l'Electoral Commission, Londres, Royaume Uni, 2003.
- Rodriguez Vicente (dir). *Inmigracion, formacion y empleo en la comunidad de Madrid*. Communauté Urbaine de Madrid. Instituto de Economia y Geografia. Novembre 2005.
- Rosenstone, Steven J., and John Mark Hansen. *Mobilization, Participation and Democracy in America*. New York: MacMillan Publishing Company. 1993.
- Ruano Gomez, J. La abstencion electoral en la juventud madrileña. *Politica y Sociedad*. 1: 105-107. 1988.
- Schlozman Kay L., Benjamin I. Page, Sydney Verba, Morris Fiorina. *Inequalities of Political Voice*. Task Force on Inequality and American Democracy. American Political Science Association. 2005. (?)
- Teixeira, Ruy. Voter Turnout in America : Ten Myths. *The Brookings Review*, Vol. 10, N°. 4 (Fall, 1992), pp 28-31.
- Togebly, L. « Migrants at the Polls : an analysis of immigrants and refugee participation in Danish local politics », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25, 4, 1999, p. 665-685.
- Tossuti, L. S. "Does Voluntarism Encourage Young Newcomers to Participate in Politics ? An Assessment of Individual and Group-Based Forms of Unpaid Service", *Canadian Ethnic Studies*, 35, 3, 2003, p. 1-15.
- White, Isobel. *Postal Voting & Electoral Fraud*. House of Commons. Note SN/PC/3667. Janvier 2010.
- Wolfinger and Rosenstone. *Who Votes ?* New Haven, Yale University Press. 1980.
- Zuckerman Alan S. ed., *The social Logic of Politics. Personal networks as contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005.